



Panorama Conjoncturel

EN NOUVELLE-AQUITAINE

Sommaire

- 01 Conjoncture nationale et régionale
- 02 Dynamique de l'emploi
- 03 Évolution des inscrits à France Travail
- 04 Caractéristiques de la demande d'emploi
- 05 Sources et définitions

01

Conjoncture nationale et régionale

Données arrêtées au 28/08/2026

Contexte national

Indicateur synthétique de
confiance des ménages

➡ **+0 pt**
(août. 2026)
sur un mois

Indicateur synthétique du
climat des affaires

⬆ **+1 pt**
(août. 2026)
sur un mois

Conjoncture – Banque de France

Enquêtes mensuelles auprès des chefs
d'entreprise

⬇ (Juillet 2026)

En juillet, les effets conjugués de la canicule et des incendies pénalisent l'économie régionale qui se montre moins bien orientée qu'au niveau national.

Ainsi, si l'activité industrielle néo-aquitaine bénéficie de la dynamique de l'aéronautique, de la défense, du spatial et de l'électronique, la production recule sur plusieurs sites exposés aux conséquences des incendies ainsi qu'aux fortes chaleurs.

Les services marchands évoluent dans un environnement exceptionnellement perturbé. La canicule continue d'affecter les comportements de consommation et l'organisation du travail, tandis que les incendies modifient les livraisons et les flux touristiques, contraignent l'accès aux plateformes logistiques et réduisent le recours à l'intérim. Aussi, l'activité s'inscrit globalement en repli.

Dans le bâtiment, les très hautes températures pèsent sur l'activité qui est en repli : la baisse de productivité et les reports de chantiers touchent tous les corps de métier.

En août, malgré une période traditionnellement marquée par les congés annuels, les chefs d'entreprise anticipent une progression de l'activité plus soutenue qu'à l'accoutumée dans les trois secteurs de l'industrie, des services et du bâtiment.

Selon les résultats détaillés des Comptes nationaux trimestriels de l'Insee (publiés le 28/08/2026), le produit intérieur brut (PIB) en volume est stable au 2^{ème} trimestre 2026 après -0,2% au 1^{er} trimestre 2026.

En moyenne sur l'année 2025, le PIB augmente de +0,9% (après +1,1% en 2024 et +1,6% en 2023). Pour 2026, l'OCDE prévoit une croissance de +0,7%, l'UNEDIC et le FMI tablent sur +0,6% et la Banque de France +0,5%.



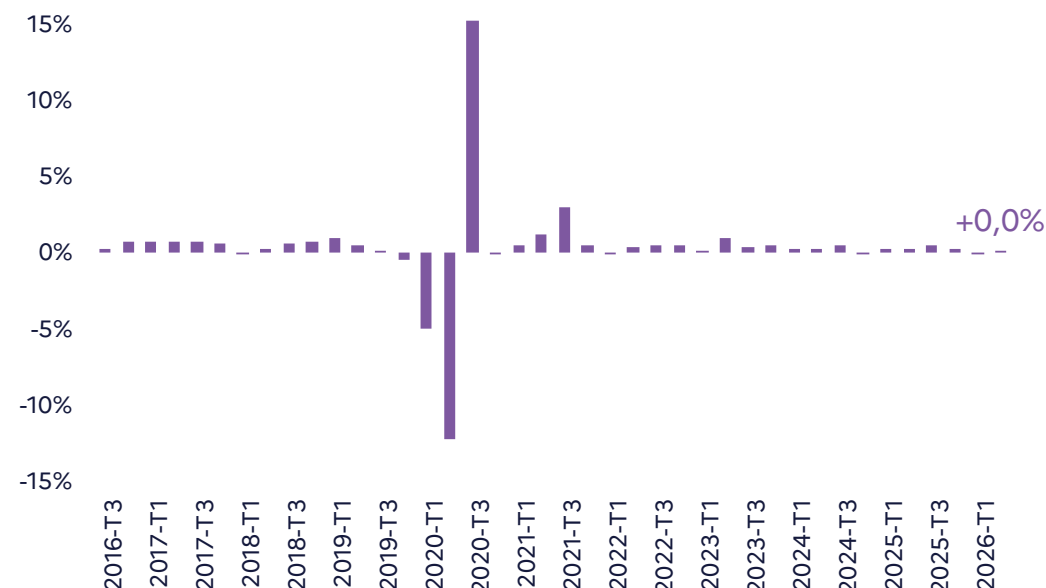
Évolution du PIB

+0,0%

(au 2T2026)

sur un trimestre

Évolution du Produit Intérieur Brut par rapport au trimestre précédent en France



Indicateur en amélioration / à la période de comparaison



Indicateur stable / à la période de comparaison



Indicateur dégradé / à la période de comparaison

Contexte régional

Synthèse des principaux indicateurs 1/2

	Nouvelle-Aquitaine				France métropolitaine		
	Nombre		Évolution sur un an	Part dans la France métropolitaine	Nombre		Évolution sur un an
Emplois salariés (au 1T2026)	2 268 000		-0,6%	8,6%	26 402 900		-0,2%
Emplois intérimaires (au 1T2026)	58 114		-1,4%	8,2%	704 518		-0,6%
Créations d'entreprises (au 2T2026)	25 677		+6,2%	8,4%	307 144		+9,6%
Défaillances d'entreprises (au 2T2026 sur 4 trim. glissants)	6 912		+10,2%	10,1%	68 209		+4,6%
Recrutements (hors intérim et contrats de moins d'un mois) (cumul de août 25 à juil 26)	791 565		-3,1%	8,7%	9 127 979		-2,8%
Offres d'emploi enregistrées (cumul de août 25 à juil 26)	329 693		-10,9%	11,5%	2 859 222		-7,7%
Besoins en main d'œuvre (Projets 2026)	248 800		-7,7%	11,3%	2 200 100		-6,7%



Indicateur en amélioration / à la période de comparaison



Indicateur stable / à la période de comparaison



Indicateur dégradé / à la période de comparaison

Contexte régional

Synthèse des principaux indicateurs 2/2

	Nouvelle-Aquitaine				France métropolitaine		
	Nombre		Évolution sur un an	Part dans la France métropolitaine	Nombre	Évolution sur un an	
Taux de chômage (au 1T2026)	7,3%	●	+0,6 pt	-	7,9%	●	+0,7 pt
⚠ DEFM ABC (au 2T2026)	502 730		+4,1%	9,1%	5 519 500		+3,4%
⚠ DEFM A (au 2T2026)	259 580		+4,2%	8,3%	3 112 400		+3,4%
⚠ Demande d'emploi enregistrée (au 2T2026)	87 670		+42,0%	8,9%	983 400		+42,5%
⚠ Demande d'emploi sortie (au 2T2026)	85 470		+34,0%	8,8%	974 900		+35,3%

⚠ **Avertissement :**
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

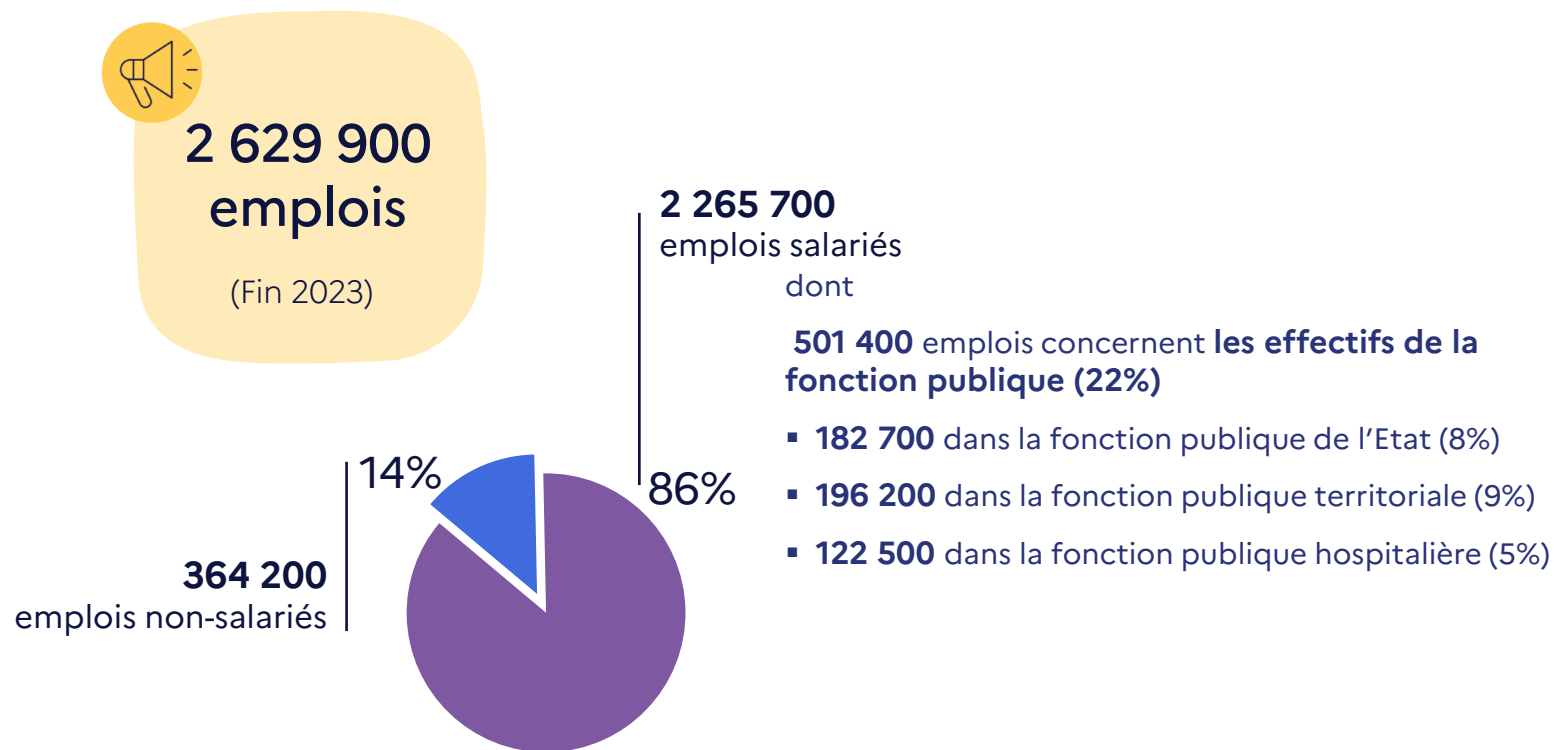
● Indicateur en amélioration / à la période de comparaison ● Indicateur stable / à la période de comparaison ● Indicateur dégradé / à la période de comparaison

02

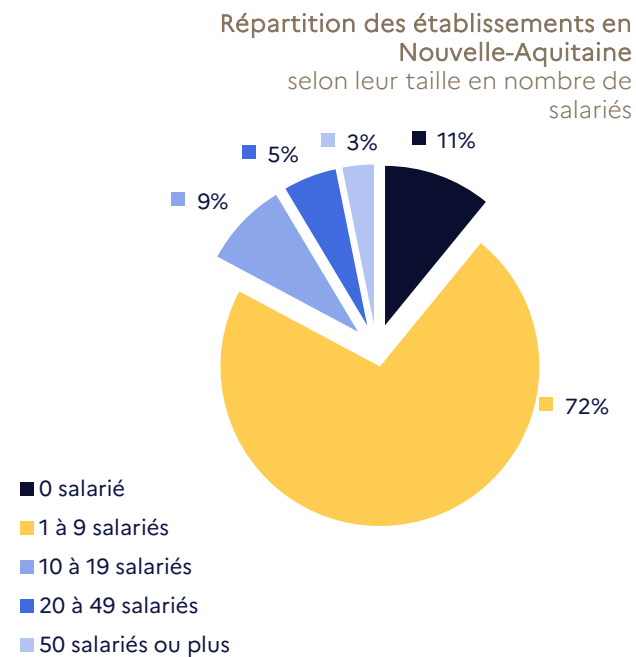
Dynamique de l'emploi

L'emploi total en Nouvelle-Aquitaine

Fin décembre 2023, plus de 2,6 millions d'emplois salariés et non salariés sont comptabilisés en Nouvelle-Aquitaine.



225 200 établissements actifs*
sont comptabilisés en Nouvelle-Aquitaine



*établissements actifs employeurs hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs fin 2023

L'emploi salarié en Nouvelle-Aquitaine

La région compte 2 268 000 salariés au 1^{er} trimestre 2026. Sur un an, l'emploi salarié diminue de -0,6% en Nouvelle-Aquitaine (-0,2% en France métropolitaine). Cela représente 12 600 emplois salariés en moins dans la région.

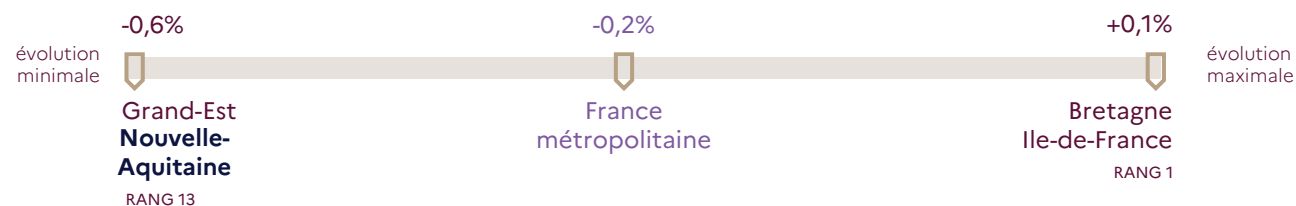
En comparaison avec l'avant-crise, l'emploi salarié régional progresse de +4,5% (+4,6% en France métropolitaine).

Évolution de
l'emploi salarié

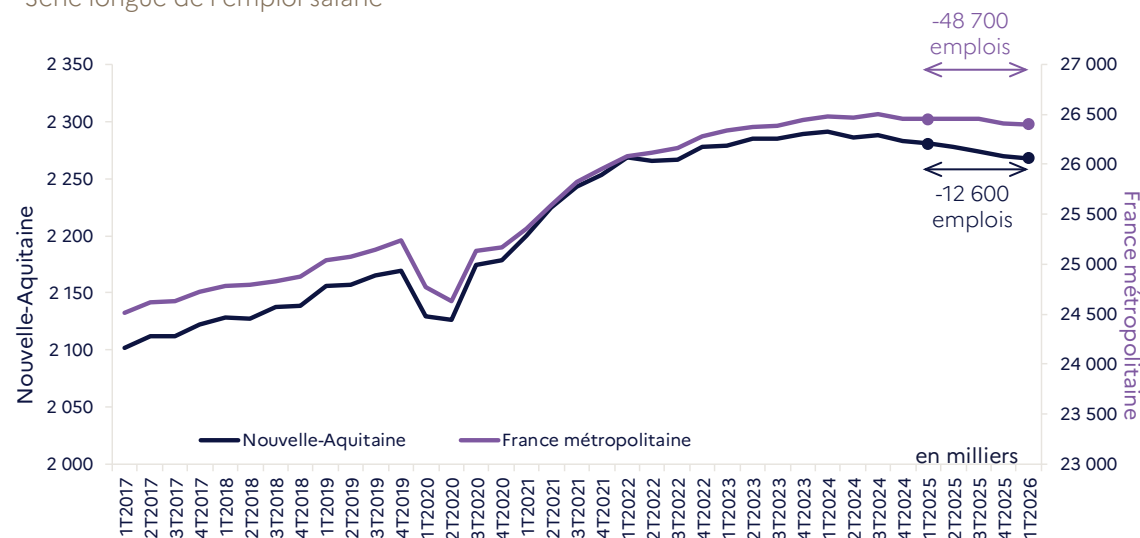
-0,6%

(1T2026)

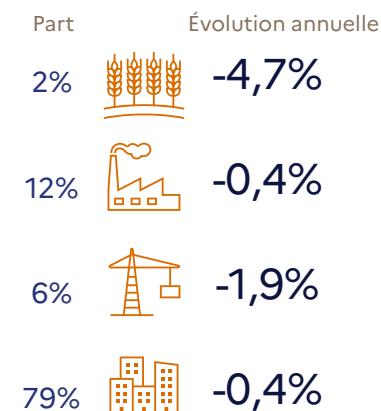
sur un an



Série longue de l'emploi salarié



Part et évolution annuelle par secteurs



● L'emploi salarié

dans les départements

Huit départements de la Nouvelle-Aquitaine enregistrent une baisse annuelle de l'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2026 parmi les douze départements de la région. Les évolutions annuelles s'échelonnent de -1,8% en Creuse à +0,3% en Lot-et-Garonne.

Évolution annuelle
par secteur
Nouvelle-Aquitaine

-4,7%



Évolution les
moins favorables

Charente
Gironde
Corrèze

Évolutions les plus
favorables

Creuse

-0,4%



Creuse
Charente
Dordogne

Corrèze
Gironde

-1,9%



Charente-Maritime
Gironde
Landes

Corrèze

-0,4%



Creuse
Vienne
Charente

Lot-et-Garonne
Landes

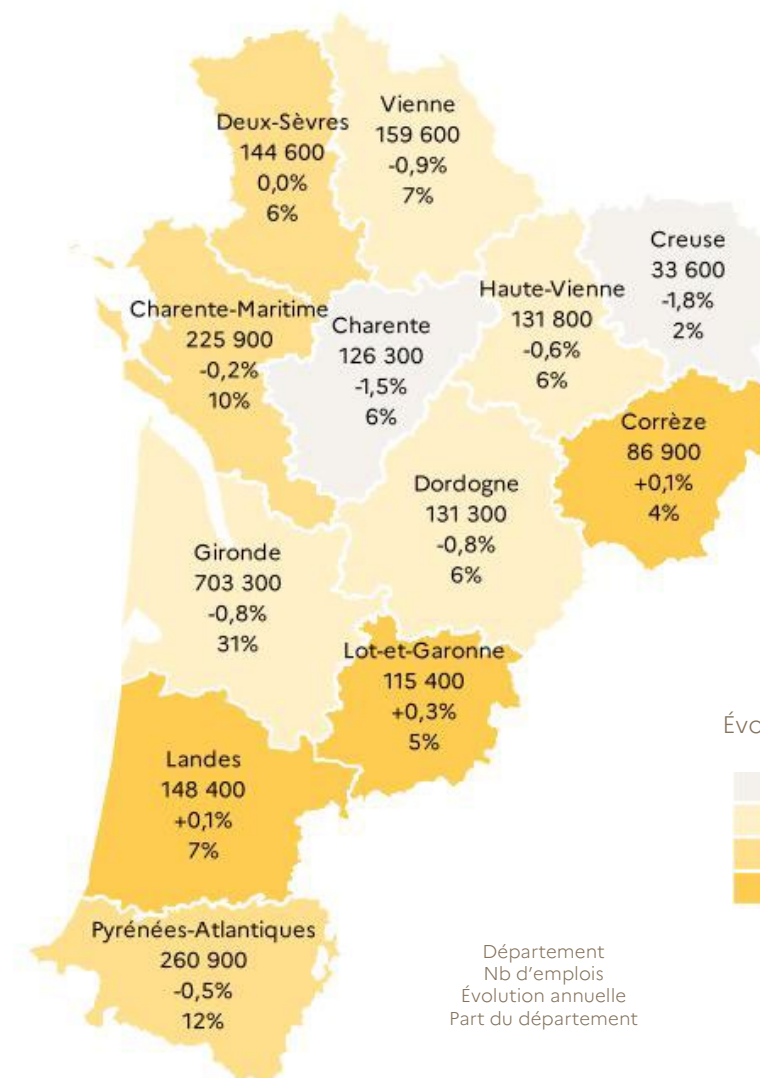


Évolution de
l'emploi salarié

-0,6%

(1T2026)

sur un an



Évolution annuelle



Département
Nb d'emplois
Évolution annuelle
Part du département

L'emploi intérimaire en Nouvelle-Aquitaine

58 100 emplois intérimaires ont été comptabilisés au 1^{er} trimestre 2026 en Nouvelle-Aquitaine (-1,4% en un an, -0,6% en France). La baisse annuelle de l'emploi intérimaire continue de ralentir depuis quatre trimestres.

L'emploi intérimaire néo-aquitain est toujours inférieur à son niveau d'avant-crise avec -10,4% (-9,2% sur le plan national).

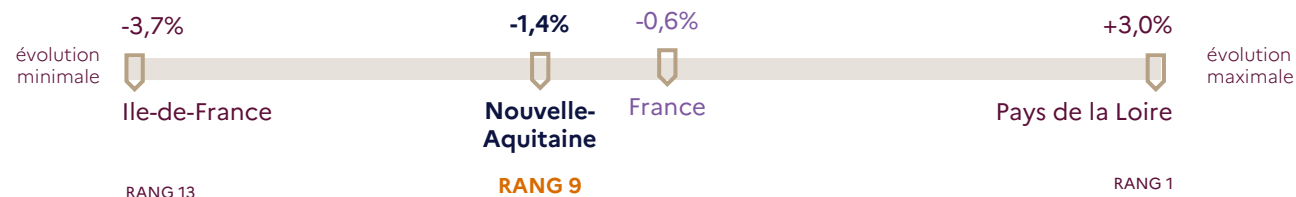


Évolution de l'intérim

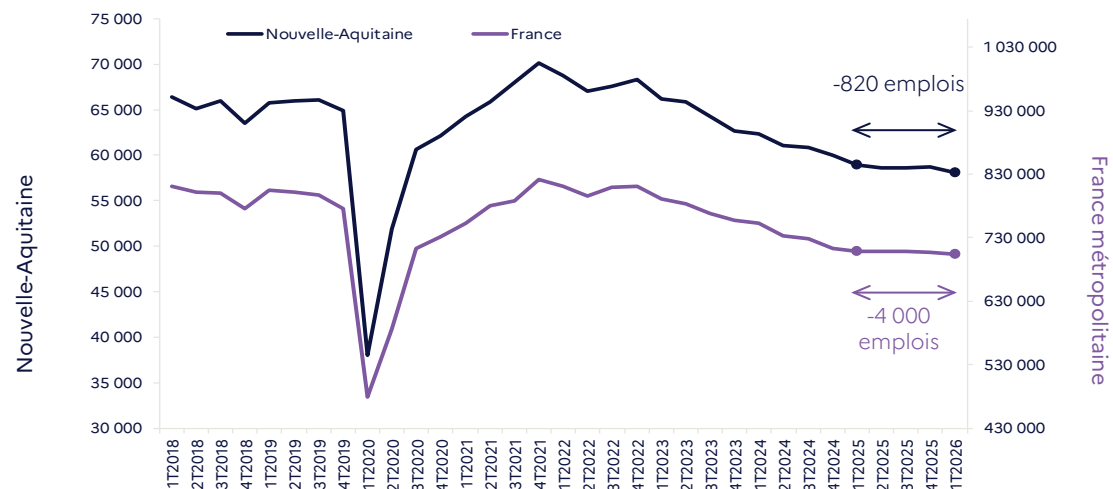
-1,4%

(1T2026)

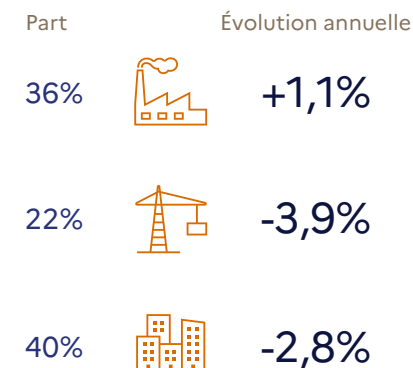
sur un an



Série longue de l'emploi intérimaire



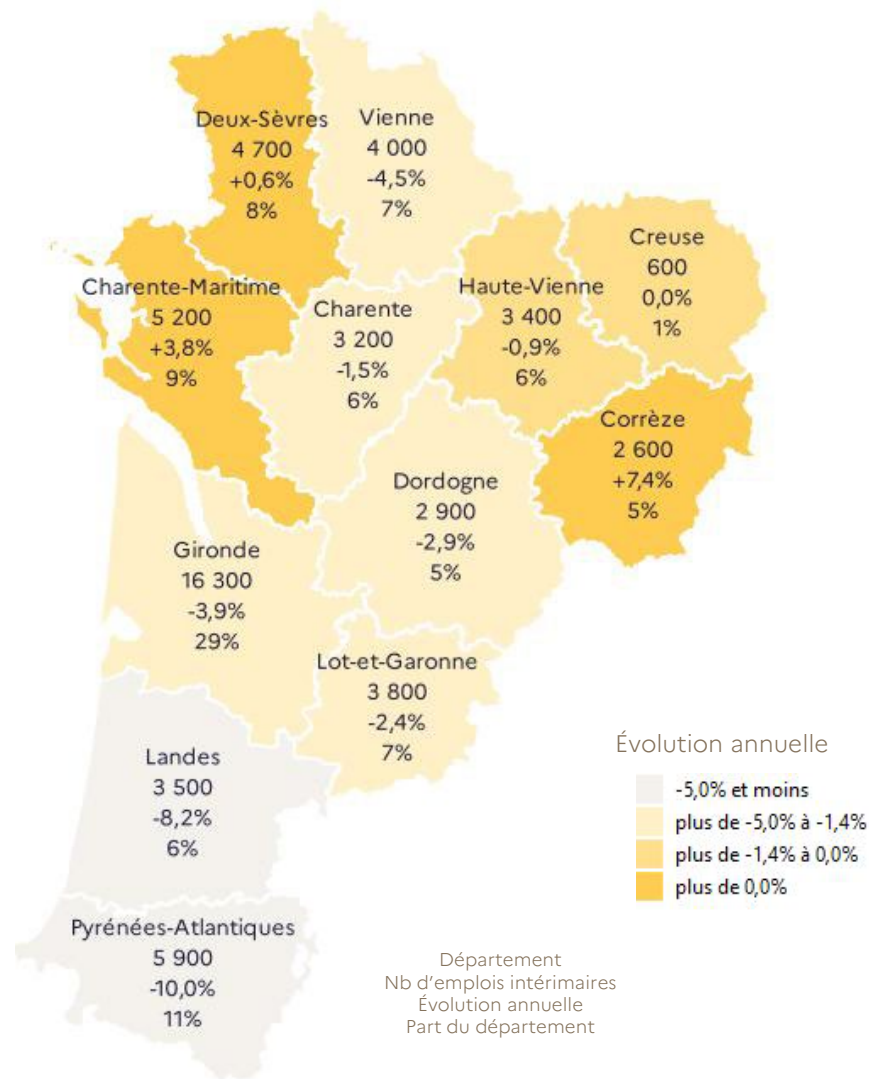
Part et évolution annuelle par secteurs



● L'emploi intérimaire

dans les départements

Sur un an, l'emploi intérimaire diminue dans huit départements de la région au 1^{er} trimestre 2026. Les évolutions s'échelonnent de -10,0% dans les Pyrénées-Atlantiques à +7,4% en Corrèze.



Évolution de
l'intérim

-1,4%

(1T2026)

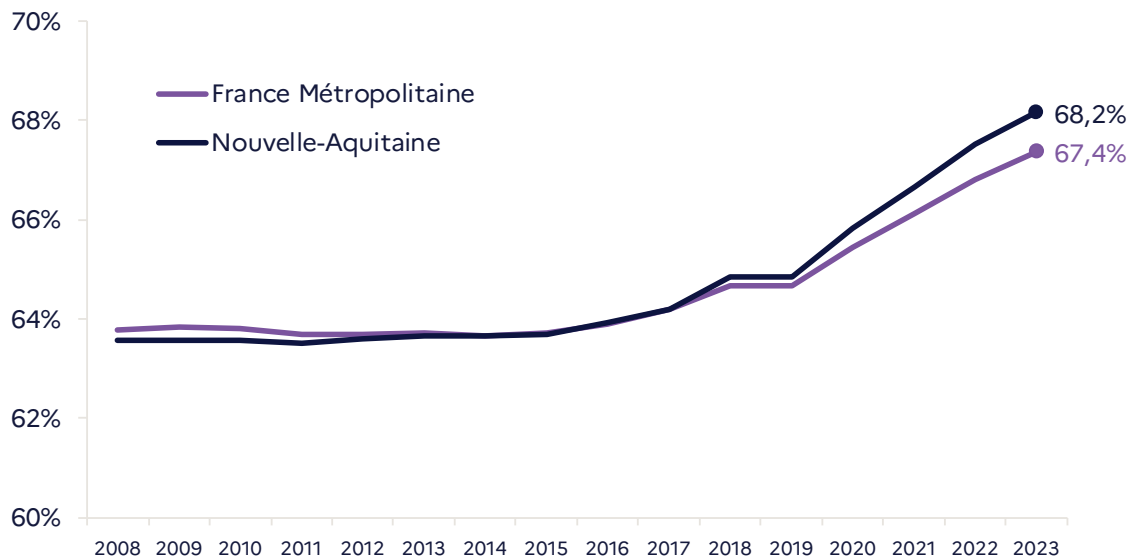
sur un an

Le taux d'emploi en Nouvelle-Aquitaine

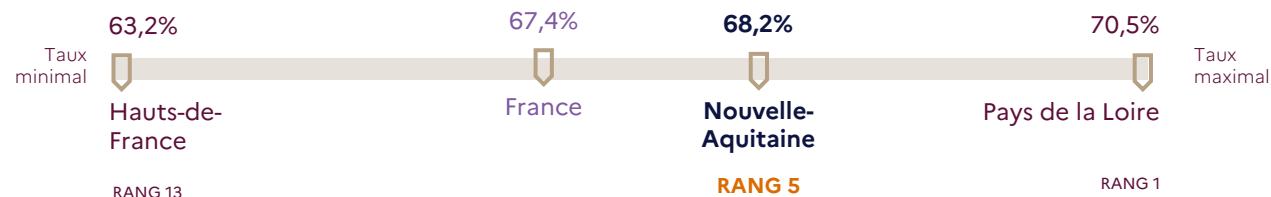
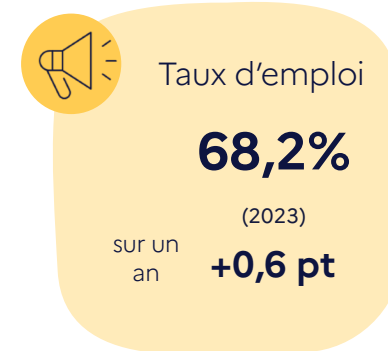
En 2023, le taux d'emploi en Nouvelle-Aquitaine s'établit à 68,2%, un taux un peu plus élevé que pour la moyenne des 13 régions métropolitaines (67,4%). Nouvelle-Aquitaine se classe ainsi au 5^{ème} rang national. Ce taux est en hausse de 0,6 pt sur un an (comme au niveau national).

Le taux d'emploi régional présente des écarts importants selon le sexe et la tranche d'âge. Néanmoins, toutes les classes affichent une évolution annuelle à la hausse.

Série longue du taux d'emploi



Dynamique de l'emploi – Août 2026



Taux et évolution annuelle par sexe et âge

Taux d'emploi	2023	évolution annuelle
Ensemble	68,2%	+0,6
Tranches d'âge		
15-24 ans	35,4%	+0,9
25- 54 ans	83,3%	+0,3
55-64 ans	55,0%	+1,5
Sexe		
Hommes	70,2%	+0,5
Femmes	66,2%	+0,7

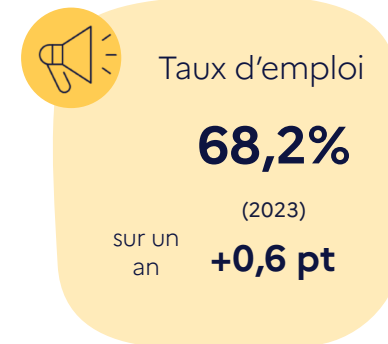
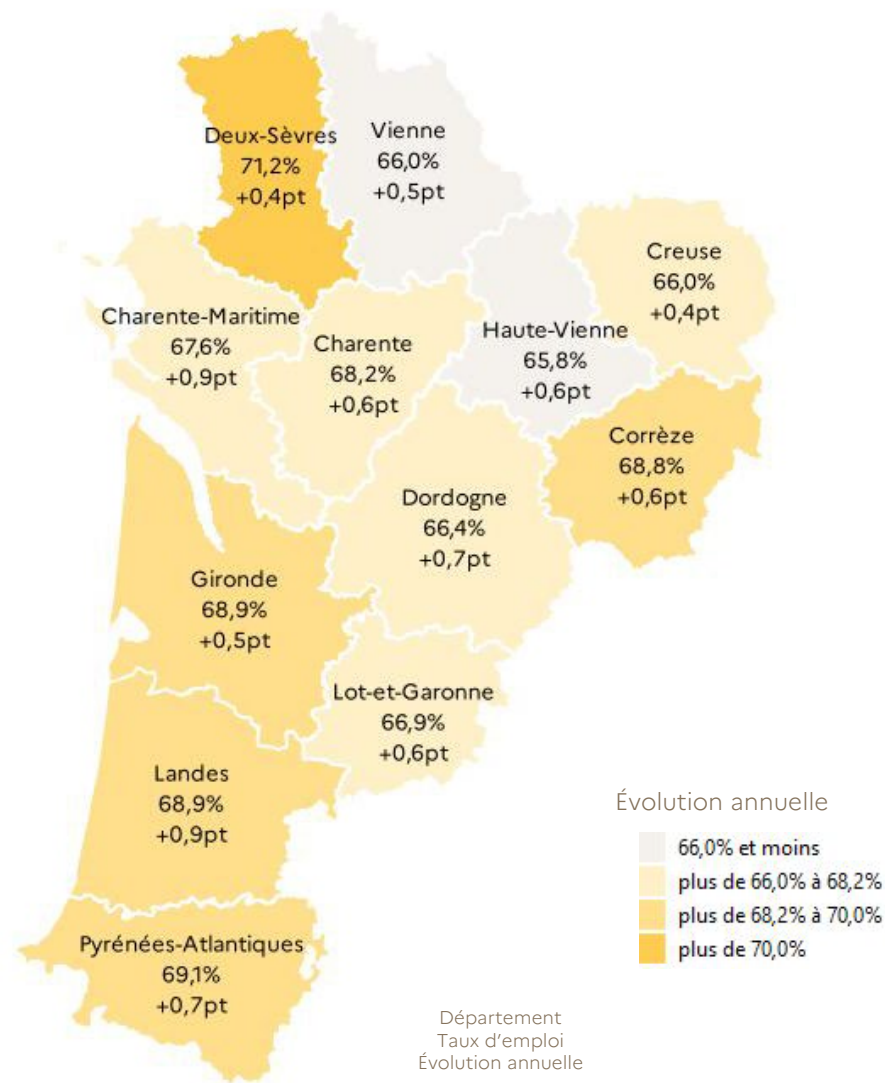
source Insee, Recensement de la Population 2023

Le taux d'emploi

dans les départements

Le taux d'emploi en 2023, s'échelonne de 65,8% en Haute-Vienne à 71,2% pour les Deux-Sèvres.

Sur un an, tous les départements de la région affichent une évolution positive. Elle s'étend de +0,4 pt en Creuse et Deux-Sèvres à +0,9 pt en Charente-Maritime et dans les Landes.



Les recrutements en Nouvelle-Aquitaine

Le nombre total de recrutements (y compris intérim) d'août 2025 à juillet 2026 augmente de +3,4% sur un an en Nouvelle-Aquitaine (+2,5% en France métropolitaine).

Les volumes de recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois diminuent de -3,1% (-2,8% sur le plan national). La hausse des recrutements en intérim ou pour des contrats de moins d'un mois atteint +5,0% (+3,7% en France métropolitaine).

Le nombre total de recrutements du mois de juillet 2026 est inférieur à celui de juillet 2025 (-2,1% contre +0,4% en France métropolitaine).

En comparaison avec la période d'avant-crise (année 2019), le nombre total de recrutements régional d'août 2025 à juillet 2026 est supérieur de +6,1% (+11,5% sur le plan national).

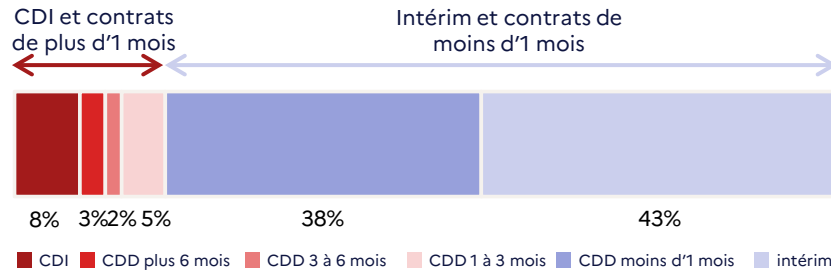
⚠ Avertissement :

En raison d'une modification dans le formulaire de la déclaration d'embauche qui affecte la répartition CDD / CDI, l'Acoss invite à considérer avec beaucoup de prudence les données publiées sur la période d'avril à novembre 2025.

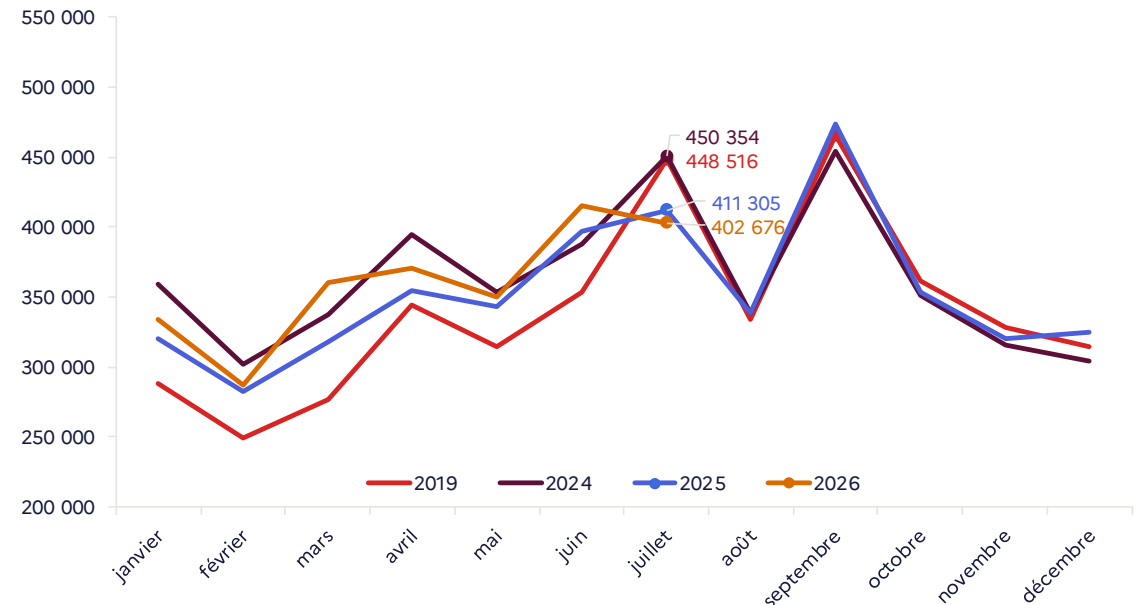
[Pour en savoir plus](#)

L'hébergement médicalisé pour personnes âgées, les arts du spectacle vivant et les activités hospitalières sont les 3 principaux secteurs ayant le plus recours à des contrats de moins d'un mois dans la région.

Répartition des recrutements (%)



Volume mensuel de recrutements sur plusieurs années



Évolution des recrutements

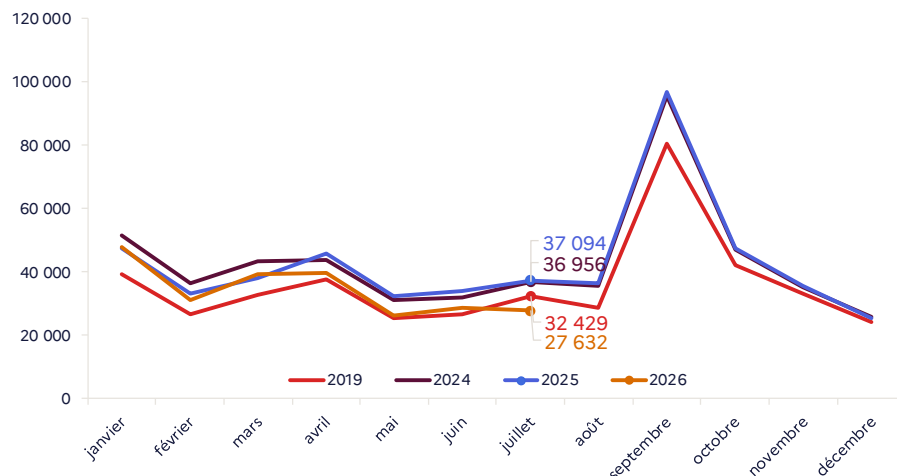
+3,4%

(août 25 à juil 26)

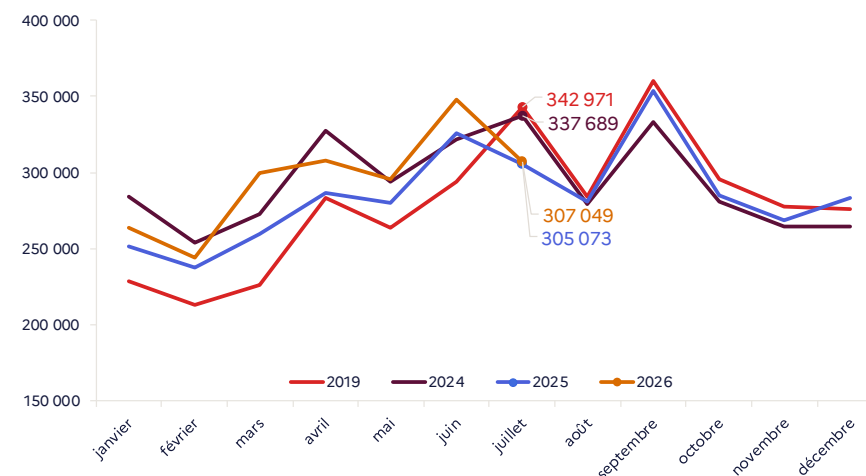
sur un an

Les recrutements par type de contrat en Nouvelle-Aquitaine

Volume mensuel de recrutements durables (CDD 6 mois et plus ; CDI)



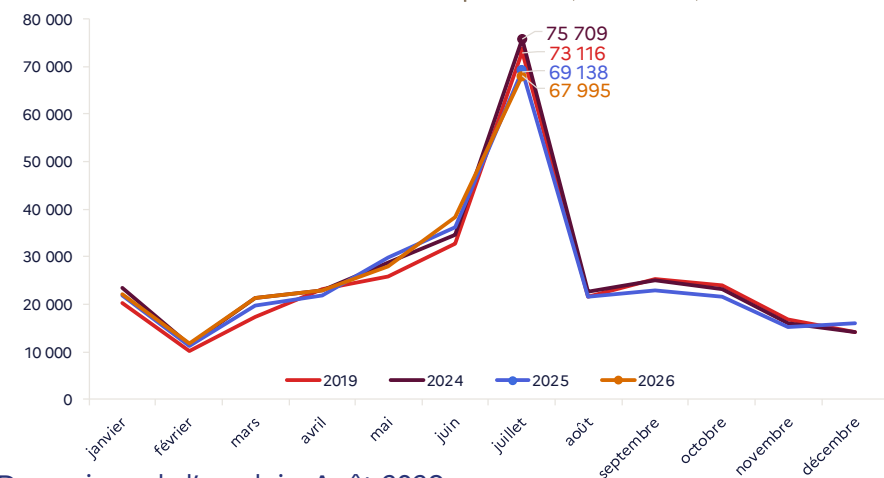
Volume mensuel de recrutements occasionnels (moins d'un mois)



⚠ Avertissement :

En raison d'une modification dans le formulaire de la déclaration d'embauche qui affecte la répartition CDD / CDI, l'AcoSS invite à considérer avec beaucoup de prudence les données publiées sur la période d'avril à novembre 2025. [Pour en savoir plus](#)

Volume mensuel de recrutements temporaires (1 à 6 mois)



Depuis le début de l'année, le nombre de recrutements en CDI est légèrement inférieur à celui des années 2024 et 2025. Il est également inférieur à celui de 2019 pour la première fois en juillet.

Le volume de recrutements en CDD de 1 à 6 mois est globalement identique au cours des 3 dernières années. En juillet 2026, il est inférieur aux trois autres années de comparaison.

Le nombre de recrutements pour des contrats courts (CDD moins d'un mois et intérim) est globalement en hausse depuis le début de l'année par rapport aux années 2024 et 2025. Ces contrats représentent 76% des recrutements du mois de juillet 2026.

Les recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois par secteur

Le nombre de recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois de la période d'août 2025 à juillet 2026 diminue en Nouvelle-Aquitaine comparativement à la période d'août 2024 à juillet 2025 (-3,1% contre -2,8% en France métropolitaine). Le nombre de recrutements reste orienté à la baisse pour tous les grands secteurs d'activité.

Le nombre de recrutements régional hors intérim et contrats de moins d'un mois d'août 2025 à juillet 2026 reste supérieur à celui de la période d'avant-crise (+8,0% en Nouvelle-Aquitaine et +9,0% sur le plan national).

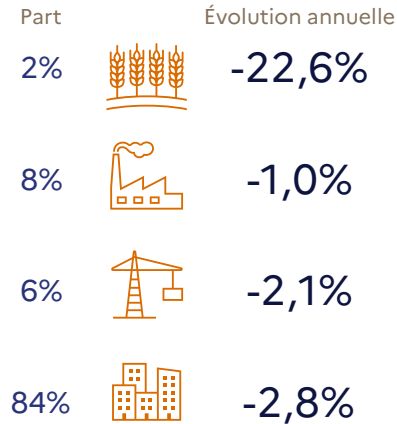
Évolution des recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois

-3,1%

(août 25 à juil 26)

sur un an

Part et évolution annuelle par secteurs



⚠ Avertissement :
En raison d'une modification dans le formulaire de la déclaration d'embauche qui affecte la répartition CDD / CDI, l'Acoss invite à considérer avec beaucoup de prudence les données publiées sur la période d'avril à novembre 2025
[Pour en savoir plus](#)

Volume de recrutements et évolution du nombre de recrutements par secteurs d'activité

	à fin juillet 2026	évolution annuelle	variation annuelle
Agriculture	15 890	↓ -22,6%	-4 640
Industrie	64 820	-1,0%	-660
Construction	44 850	-2,1%	-960
Commerce	131 180	-3,6%	-4 950
Services	534 820	-2,6%	-14 500
dont Transports et entreposage	29 630	-2,8%	-850
dont Hébergement et restauration	141 940	-2,7%	-3 970
dont Santé humaine et action sociale	108 780	-1,4%	-1 490
Total	791 570	-3,1%	-25 690

Clé de lecture : Parmi les recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois, le secteur de la Construction a réalisé 44 850 recrutements sur la période d'août 2025 à juillet 2026. Ce nombre a diminué de -2,1% comparativement à la période d'août 2024 à juillet 2025. Cela représente 960 recrutements en moins.

 Indicateur en amélioration / à la période de comparaison

 Indicateur significativement en baisse par rapport au total / à la période de comparaison

Les recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois dans les départements

Sur un an, le nombre de recrutements diminue dans dix des douze départements néo-aquitains pour la période d'août 2025 à juillet 2026. Seules la Corrèze et la Creuse affiche une très légère hausse annuelle. Les évolutions s'échelonnent de -5,8% en Charente à +0,4% en Corrèze.

Évolution annuelle
par secteur
Nouvelle-Aquitaine

-22,6%



Charente
Gironde
Landes

-1,0%



Charente
Lot-et-Garonne
Pyrénées-Atlantiques

-2,1%



Dordogne
Pyrénées-Atlantiques

-2,8%



Charente
Dordogne
Vienne

Évolution les
moins favorables

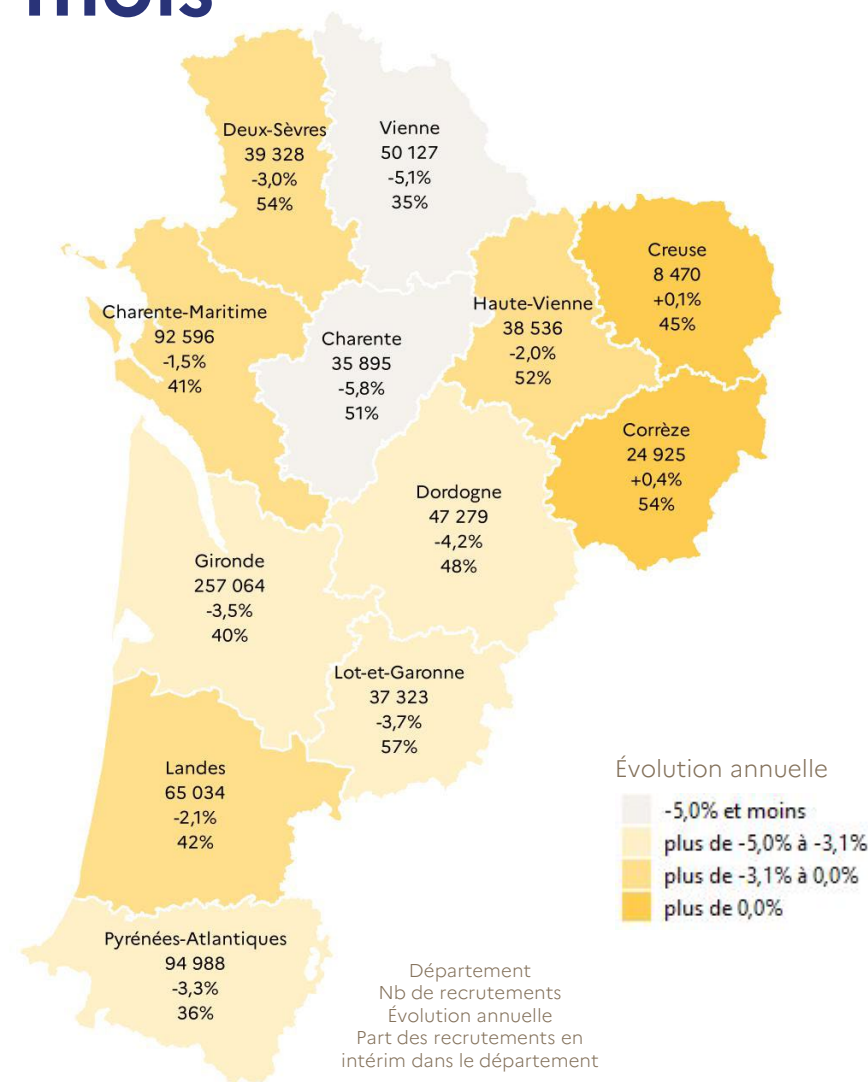
Évolutions les plus
favorables

Dordogne
Haute-Vienne

Charente-Maritime
Corrèze
Creuse

Corrèze
Creuse

Corrèze
Creuse



Évolution annuelle



Évolution des
recrutements hors
intérim et contrats
de moins d'un mois
-3,1%
(août 25 à juil 26)
sur un an

⚠ Avertissement :
En raison d'une modification
dans le formulaire de la
déclaration d'embauche qui
affecte la répartition CDD /
CDI, l'Acos invite à considérer
avec beaucoup de prudence les
données publiées sur la période
d'avril à novembre 2025
[Pour en savoir plus](#)

Les offres d'emploi enregistrées en Nouvelle-Aquitaine

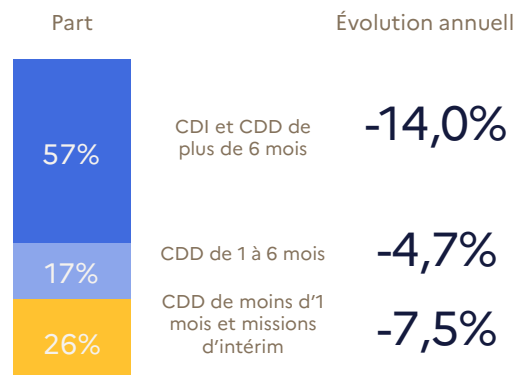
Évolution des offres enregistrées
-10,9%
(août 25 à juil 26)
sur un an

Près de 330 000 offres d'emploi ont été enregistrées sur la période d'août 2025 à juillet 2026 dans la région. Ce nombre a diminué de -10,9% par rapport à la période d'août 2024 à juillet 2025 (-7,7% sur le plan national), ce qui représente 40 200 offres de moins en Nouvelle-Aquitaine (-237 200 en France métropolitaine).

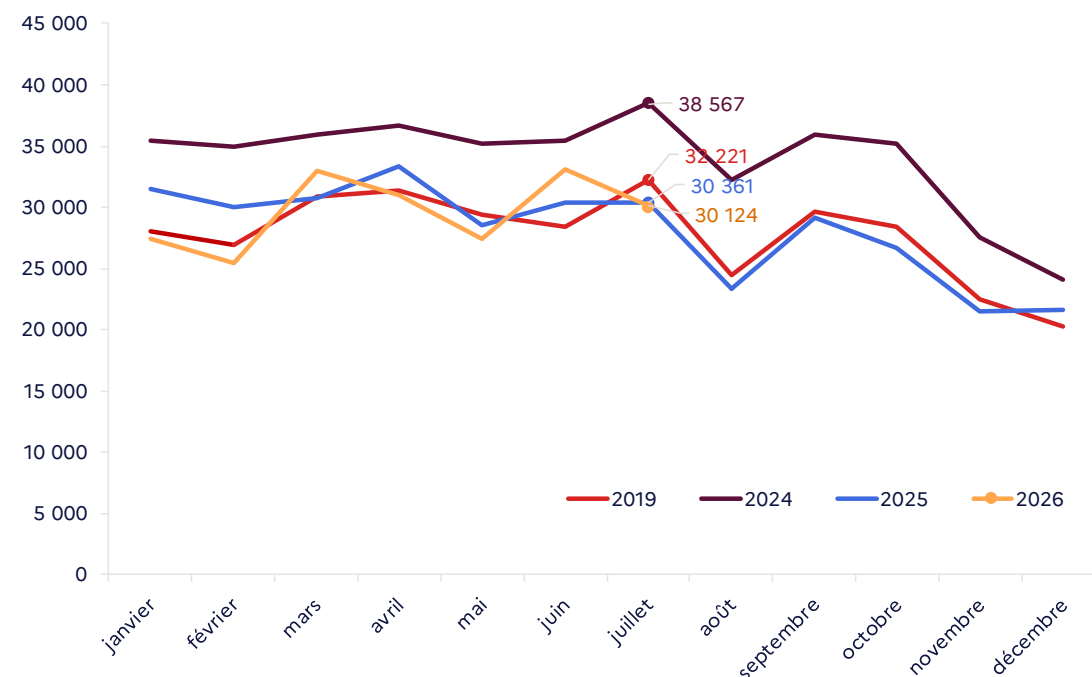
En comparaison avec l'avant-crise, le nombre d'offres d'emploi enregistrées est inférieur de -0,8% dans la région (-7,7% en France métropolitaine).

57% des offres d'emploi enregistrées sur 12 mois à fin juillet 2026 concernent des contrats durables (CDI et CDD de plus de 6 mois) dans la région. Leur nombre d'offres continue de diminuer (-14,0%). La baisse du nombre d'offres pour des contrats de courte durée continue de ralentir légèrement (-7,5%) : -4,7% pour les CDD de moins d'1 mois et -7,9% pour les missions d'intérim. La baisse du nombre d'offres pour les CDD de 1 à 6 mois ralentit également (-4,7%).

Part et évolution annuelle par type de contrat



Volume mensuel d'offres enregistrées sur plusieurs années



Les offres d'emploi enregistrées

par domaine professionnel

Dans la région, le nombre d'offres enregistrées d'août 2025 à juillet 2026 est orienté à la baisse sur un an. L'intensité du repli est variable selon le domaine professionnel.

Les domaines du Support à l'entreprise, de l'Agriculture, du Commerce et des Services à la personne et à la collectivité affichent les plus nets reculs annuels.

Clé de lecture : Parmi les offres d'emploi enregistrées, 43 990 offres ont été enregistrées entre août 2025 et juillet 2026 pour le domaine de la Construction. Ce nombre a reculé de -1,7% comparativement à la période un an auparavant (août 2024 à juillet 2025), soit 760 offres de moins.



Indicateur en amélioration / à la période de comparaison



Indicateur significativement en baisse par rapport au total / à la période de comparaison

Évolution des offres enregistrées

-10,9%

(août 25 à juil 26)

sur un an

Volume des offres d'emploi enregistrées et évolution par domaine professionnel

	à fin juillet 2026		évolution annuelle	variation annuelle
Agriculture	12 300	↓	-20,6%	-3 180
Industrie	41 230		-6,6%	-2 900
Installation et maintenance	25 380		-9,7%	-2 720
Construction	43 990		-1,7%	-760
Commerce	36 480	↓	-17,9%	-7 960
Hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs	37 230		-8,4%	-3 430
Transport et logistique	30 360		-7,8%	-2 560
Santé	18 770		-6,9%	-1 390
Services à la personne et à la collectivité	55 990		-13,2%	-8 500
Support à l'entreprise	22 030	↓	-18,6%	-5 030
Total	329 690		-10,9%	-40 160

Les offres d'emploi enregistrées

par département

Le nombre d'offres enregistrées par département est orienté à la baisse dans dix des douze départements néo-aquitains. Les départements de la Charente et des Pyrénées-Atlantiques affichent une hausse annuelle du nombre d'offres. Sur un an, les évolutions s'échelonnent de -20,3% en Gironde à +4,2% en Charente.

Évolution annuelle
par secteur
Nouvelle-Aquitaine



Corrèze
Creuse
Vienne



Gironde
Landes



Charente-Maritime
Gironde
Landes



Corrèze
Gironde
Landes



Indicateur en amélioration / à la période de comparaison



Indicateur dégradé/ à la période de comparaison

Évolution les
moins favorables

Évolutions les plus
favorables

Landes

Dordogne
Deux-Sèvres
Haute-Vienne

Creuse
Dordogne
Deux-Sèvres
Vienne

Charente
Pyrénées-Atlantiques

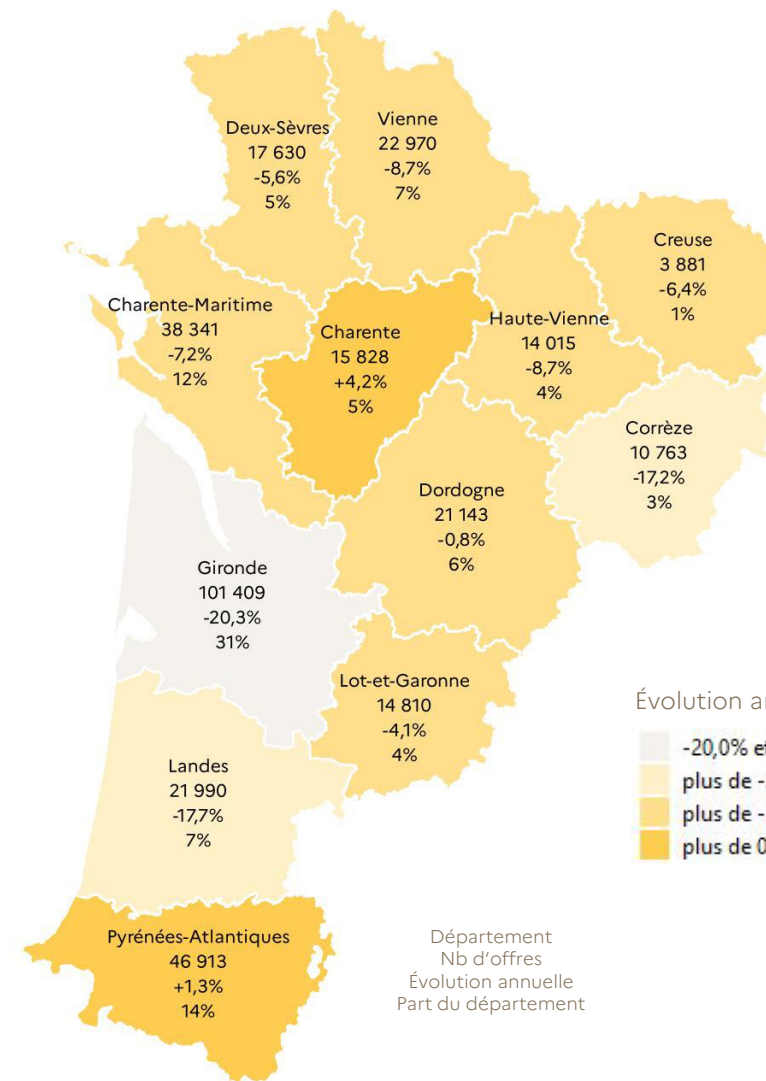


Évolution des
offres enregistrées

-10,9%

(août 25 à juil 26)

sur un an



Évolution annuelle



Département
Nb d'offres
Évolution annuelle
Part du département

Les créations d'entreprises



Évolution des créations d'entreprises

+6,2%

(2T2026)
sur un an

Au 2^{ème} trimestre 2026, le nombre trimestriel de créations d'entreprises progresse de +6,2% sur un an en Nouvelle-Aquitaine (+9,6% en France métropolitaine).

Au cours du 2^{ème} trimestre 2026, près de 25 700 créations d'entreprises ont été enregistrées en Nouvelle-Aquitaine (y compris micro-entrepreneurs), un nombre en hausse en comparaison avec le 2^{ème} trimestre 2025.

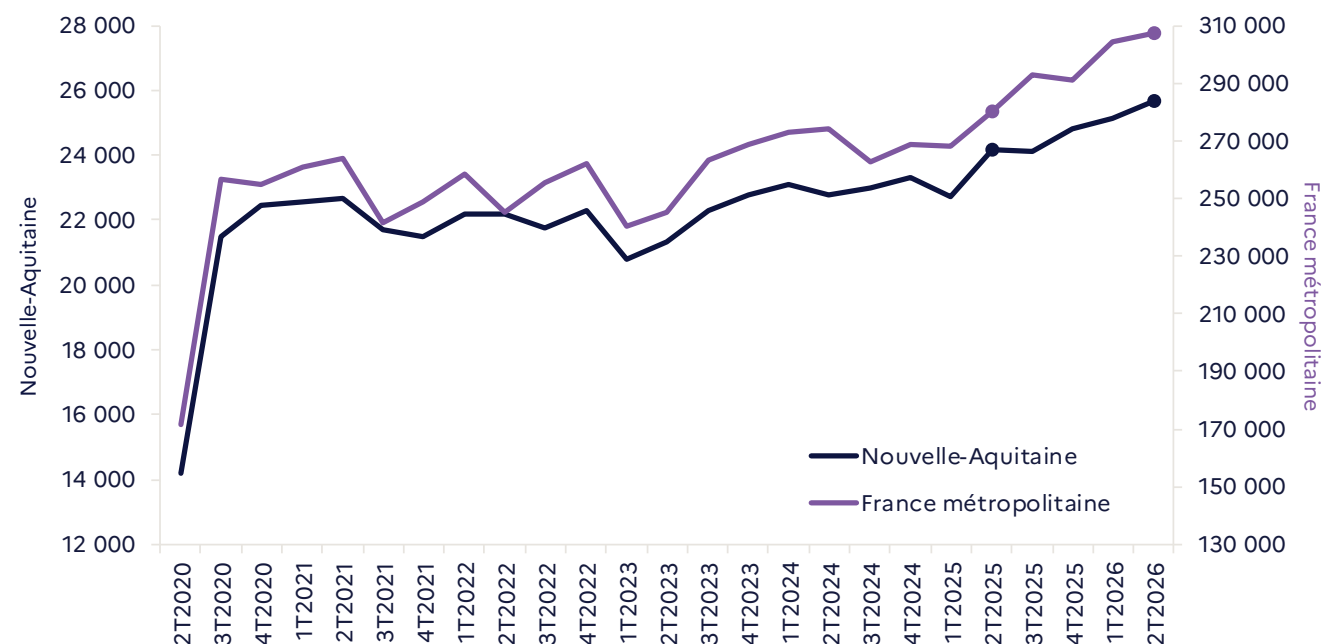
Les secteurs d'activité de la Construction et des Services enregistrent une augmentation des créations d'entreprise dans la région. À l'inverse, les secteurs de l'Industrie et du Commerce, transports, hébergement et restauration affichent un repli du nombre de créations sur un an.

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS).

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Série longue du volume trimestriel de créations d'entreprises



Les défaillances d'entreprises



Évolution des
défaillances
d'entreprises

+10,2%

(2T2026)

sur un an

Entre juillet 2025 et juin 2026, plus de 6 900 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Nouvelle-Aquitaine, soit un volume en hausse annuelle de +10,2% (+4,6% en France métropolitaine). Cette hausse régionale correspond au nombre de 638 défaillances sur les 12 mois glissants en comparaison avec les 12 mois précédents.

Les évolutions calculées correspondent à la comparaison du nombre de défaillances sur 4 trimestres, arrêté au 2^{ème} trimestre 2026 avec les 4 trimestres précédents, arrêtés au 2^{ème} trimestre 2025.

En Nouvelle-Aquitaine, les secteurs de l'Industrie, Transports et entreposage, Information et communication et Commerce et réparation automobile connaissent une situation relativement stable en matière de défaillances sur un an.

En proportion, les secteurs Activités financières et d'assurance, Agriculture, sylviculture et pêche, Enseignement, santé humaine, action sociale et services aux ménages et Soutien aux entreprises enregistrent les plus fortes hausses du nombre de défaillances entre ces deux périodes.

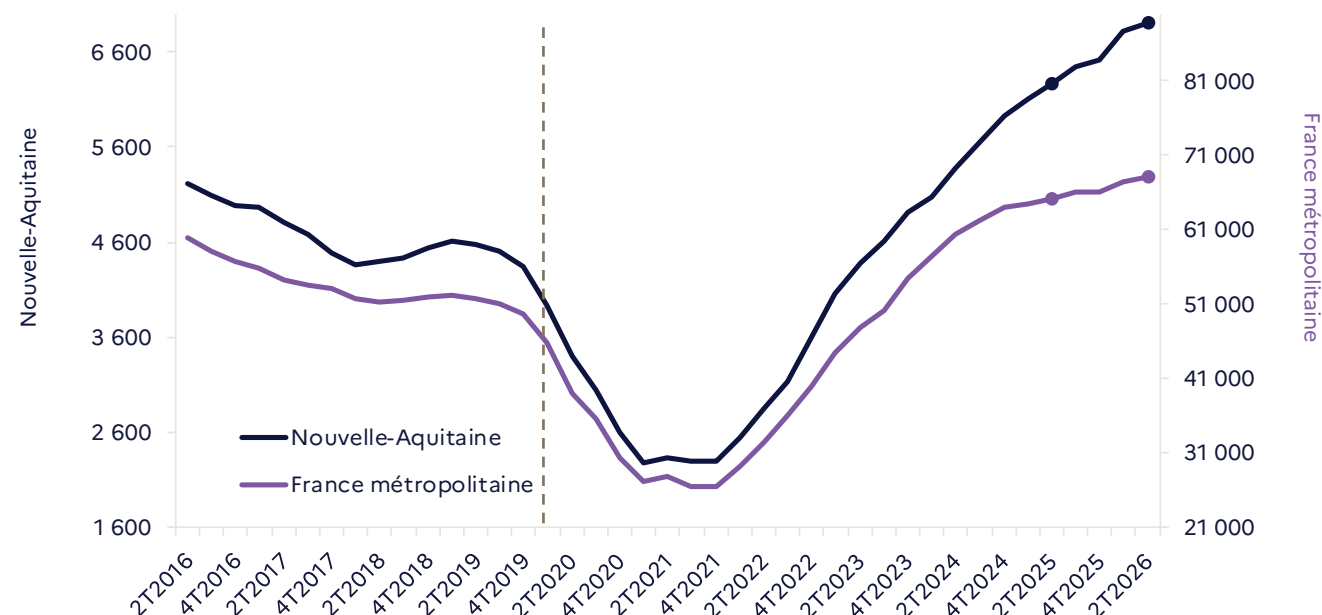
En nombre, les secteurs Construction et Hébergement, restauration comptent de nombreuses défaillances quasiment équivalentes aux secteurs précédemment cités.

Note : données brutes au 21 juillet 2026, en date de jugement.

Chaque point correspond au nombre de défaillances sur les quatre derniers trimestres glissants.

Source : Insee

Série longue du volume sur 4 trimestres glissants de défaillances d'entreprises



● Enquête Besoins en main d'œuvre

Projets 2026

Les entreprises de la région Nouvelle-Aquitaine envisagent 248 800 projets de recrutement pour l'année 2026.



Nombre de
projets de
recrutements

248 800

année 2026

Part d'établissements envisageant
de recruter

Nouvelle-Aquitaine

24,3%

France métropolitaine

23,3%

Nombre de projets de recrutement

248 800

(-7,7% sur un an)

2 275 000

(-6,7% sur un an)

Part de projets saisonniers

43%

33%

Part de projets dont le recrutement
est jugé difficile

50%

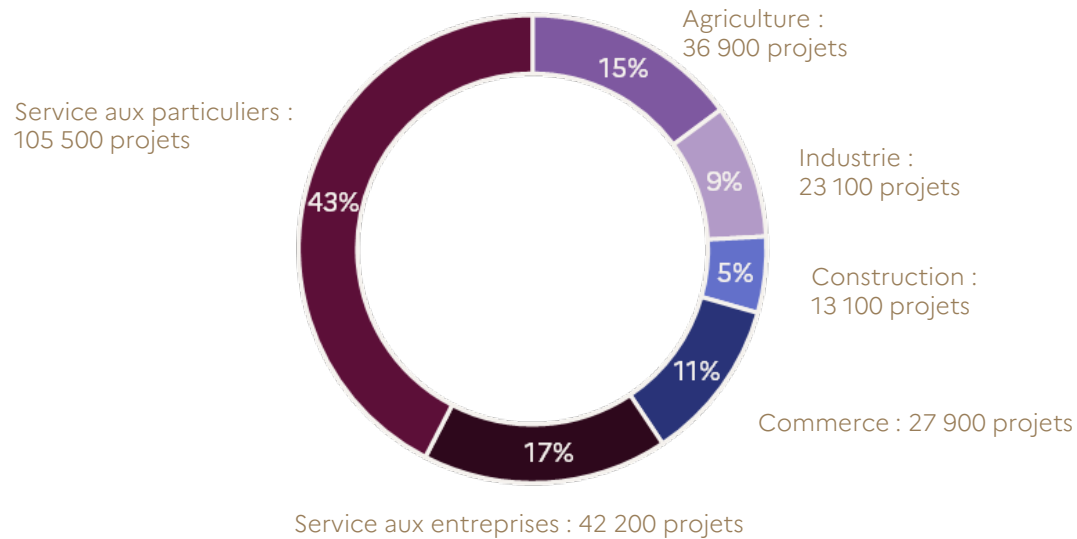
44%

En 2026, le nombre de projets de recrutement recule en Nouvelle-Aquitaine dans un contexte économique incertain. Ce repli est commun à l'ensemble des régions françaises. Il est cette année inférieur au nombre d'avant crise. La part importante de projets saisonniers reste une caractéristique de la région par rapport au niveau national. Avec 7 points de moins sur un an, la proportion de projets dont le recrutement est jugé difficile diminue de nouveau en Nouvelle-Aquitaine. Si l'industrie résiste, les autres secteurs sont touchés mais certains métiers restent très demandés.

Note : Les résultats de cette étude reposent sur les réponses des employeurs fin 2025 quant à leurs intentions d'embauches et leurs difficultés de recrutement anticipées pour 2026.

Enquête Besoins en main d'œuvre

Répartition des projets de recrutement par secteur d'activité



- En lien avec la structure de l'emploi régionale, l'Agriculture est nettement surreprésentée dans la région (36 900 projets de recrutement). Les métiers d'agriculteurs et de viticulteurs, arboriculteurs sont ceux qui présentent le plus grand nombre de projets de recrutement majoritairement pour des recrutements saisonniers.
- Près de 6 intentions d'embauche sur 10 dans la région sont issues des services aux particuliers et aux entreprises. Plusieurs métiers liés au tourisme, secteur prépondérant en région Nouvelle-Aquitaine, figurent parmi le TOP10 des métiers en nombre de recrutements, par exemple les serveurs de cafés restaurants.
- Pour 2026, à l'exception de l'industrie dont le nombre de projets croît de +3%, le nombre de projets de recrutement ralentit dans les principaux secteurs d'activités, mais avec une intensité un peu plus forte dans l'agriculture (-17%) que dans les autres principaux secteurs d'activités (entre -3% et -13%).
- Par activités détaillées, une hausse des projets de recrutement est envisagée par les employeurs dans 4 secteurs (sur 24) : l'industrie agroalimentaire, le matériel de transport, les autres industries manufacturières et les industries extractives, énergie, gestion déchets.

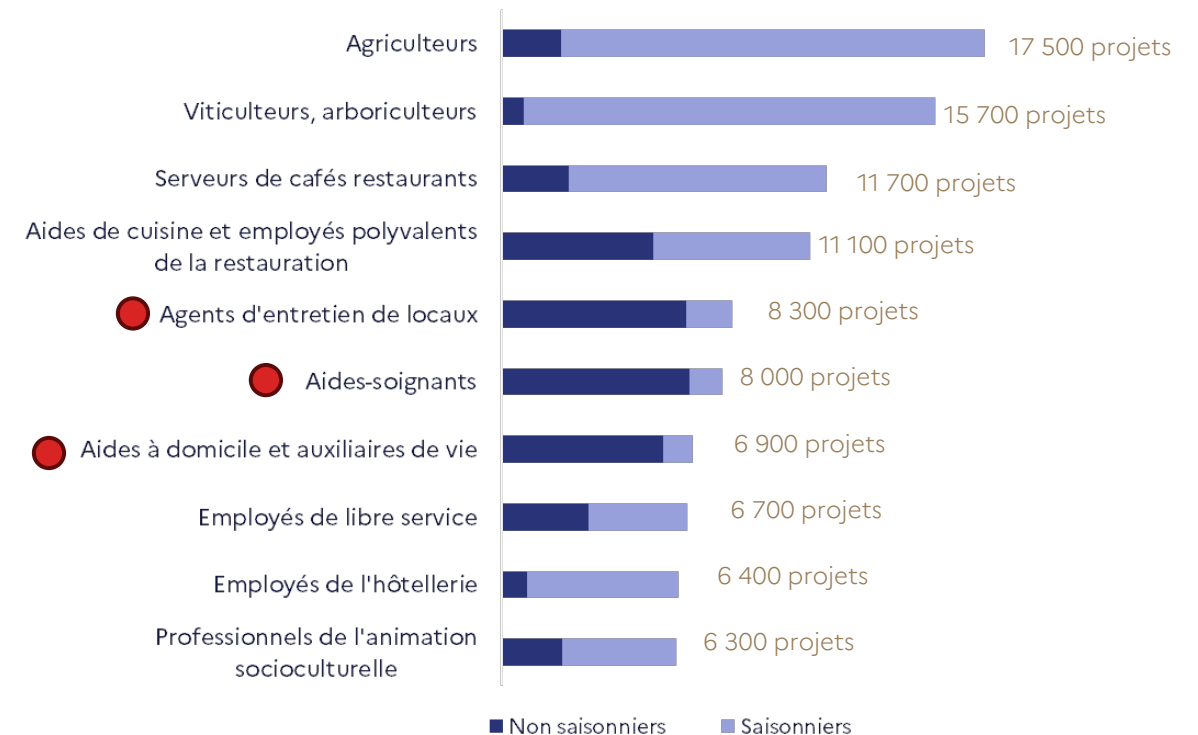


Nombre de
projets de
recrutements

248 800

année 2026

Les 10 premiers métiers en nombre de recrutement



● Métiers avec une part de projets jugés difficiles à pourvoir parmi les plus élevées

Enquête Besoins en main d'œuvre

Répartition des projets de recrutement par département

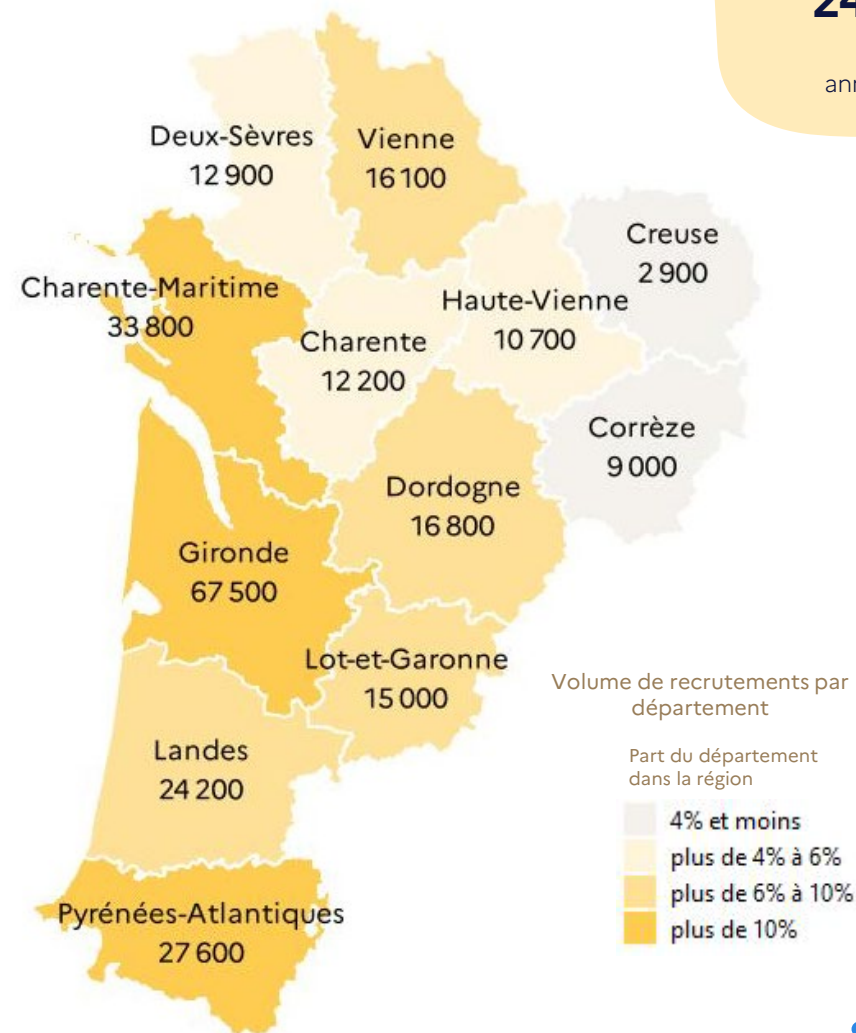


Nombre de
projets de
recrutements

248 800

année 2026

- La part d'établissements recruteurs varie de 20% dans la Creuse à 28% en Charente-Maritime et en Lot-et-Garonne.
- Le nombre de projets de recrutement varie de 2 900 dans la Creuse à plus de 67 500 en Gironde.
- Les 4 départements de la façade atlantique sont ceux qui concentrent le plus de projets.
- La part de projets non saisonniers varie de 41% dans les Landes à 70% dans la Creuse et les Deux-Sèvres.
- Au sein de la région, la part de projets jugés difficiles à pourvoir par les employeurs laisse apparaître des disparités. Le taux s'étend de 47% en Gironde, dans les Landes et la Vienne à 62% en Corrèze.



03

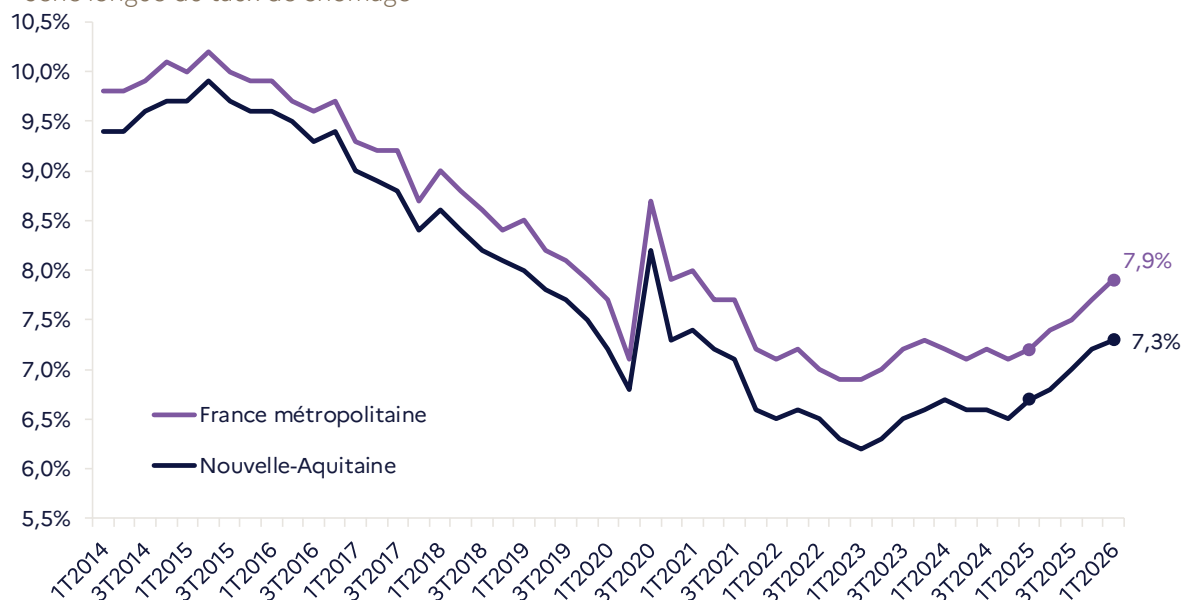
Évolution des inscrits à France Travail

Le taux de chômage

En Nouvelle-Aquitaine, le taux de chômage atteint 7,3% au 1^{er} trimestre 2026 (7,9% en France métropolitaine). Il augmente de +0,6 point sur un an dans la région et de +0,7 point en France métropolitaine.

Le taux de chômage est inférieur de -0,2 point par rapport à son niveau d'avant-crise dans la région (équivalent en France métropolitaine).

Série longue du taux de chômage

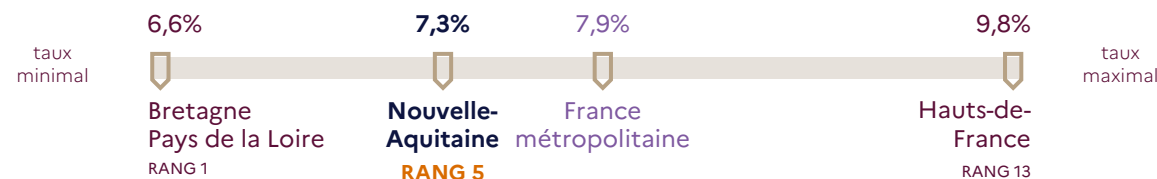


Taux de chômage

7,3%

(1T2026)

sur un an
+0,6 pt



En France, le taux de chômage du 2^{ème} trimestre 2026 est de 8,3%. Il augmente de +0,7 point sur un an.

Les données régionales et départementales du 2^{ème} trimestre 2026 ainsi que le taux pour la France métropolitaine ne sont pas disponibles à la date de diffusion de ce document.

Le taux de chômage en Nouvelle-Aquitaine

En comparaison avec le 1^{er} trimestre 2025, le taux de chômage augmente dans les douze départements néo-aquitains. Ces évolutions s'échelonnent de +0,2 point en Creuse à +0,9 point en Gironde. L'évolution annuelle du taux est également hétérogène parmi les zones d'emploi. La plus forte hausse du taux concerne la zone d'emploi de Rochefort (+0,9 pt sur un an). La plus faible augmentation concerne Tulle (+0,2 pt sur un an).

Département	1T2026	évolution annuelle
Charente	8,1%	+0,7
Charente-Maritime	7,6%	+0,7
Corrèze	6,2%	+0,3
Creuse	7,1%	+0,2
Dordogne	7,8%	+0,8
Gironde	7,8%	+0,9
Landes	7,1%	+0,5
Lot-et-Garonne	8,2%	+0,8
Pyrénées-Atlantiques	6,3%	+0,6
Deux-Sèvres	6,0%	+0,4
Vienne	7,0%	+0,5
Haute-Vienne	7,4%	+0,5

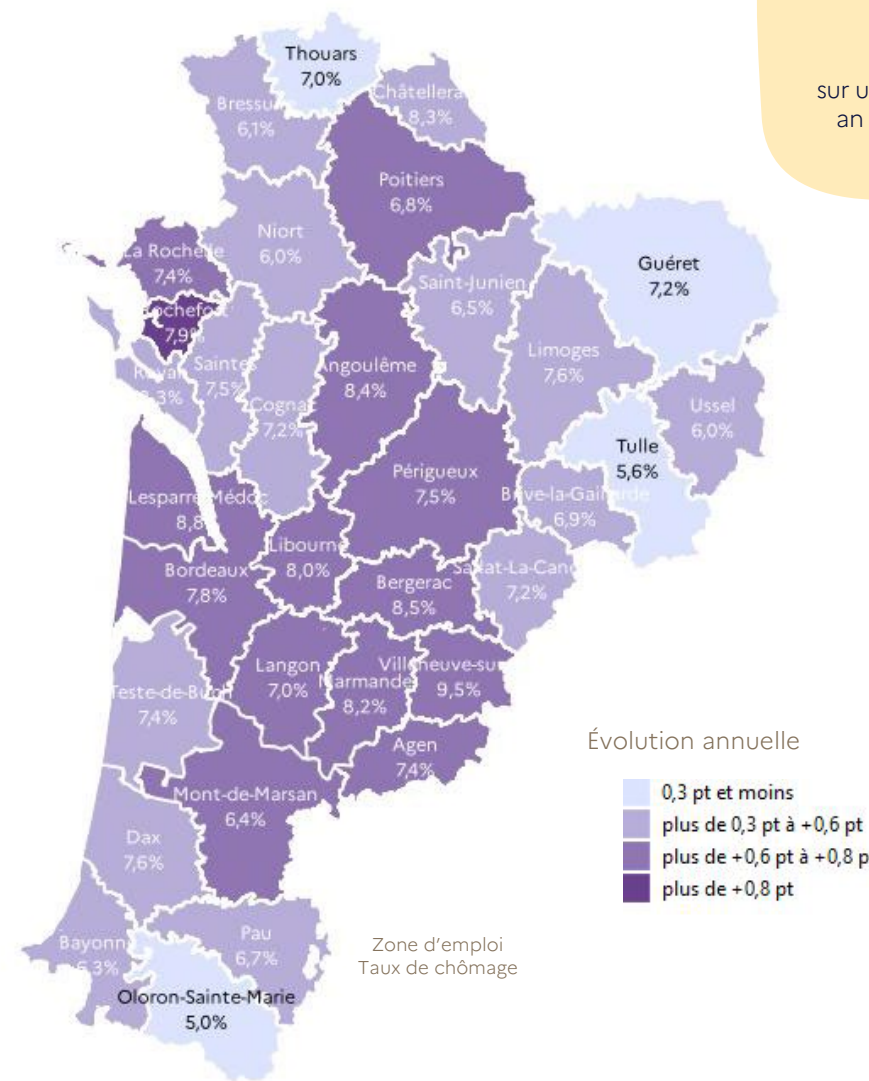


Taux de chômage

7,3%

(1T2026)

sur un an **+0,6 pt**



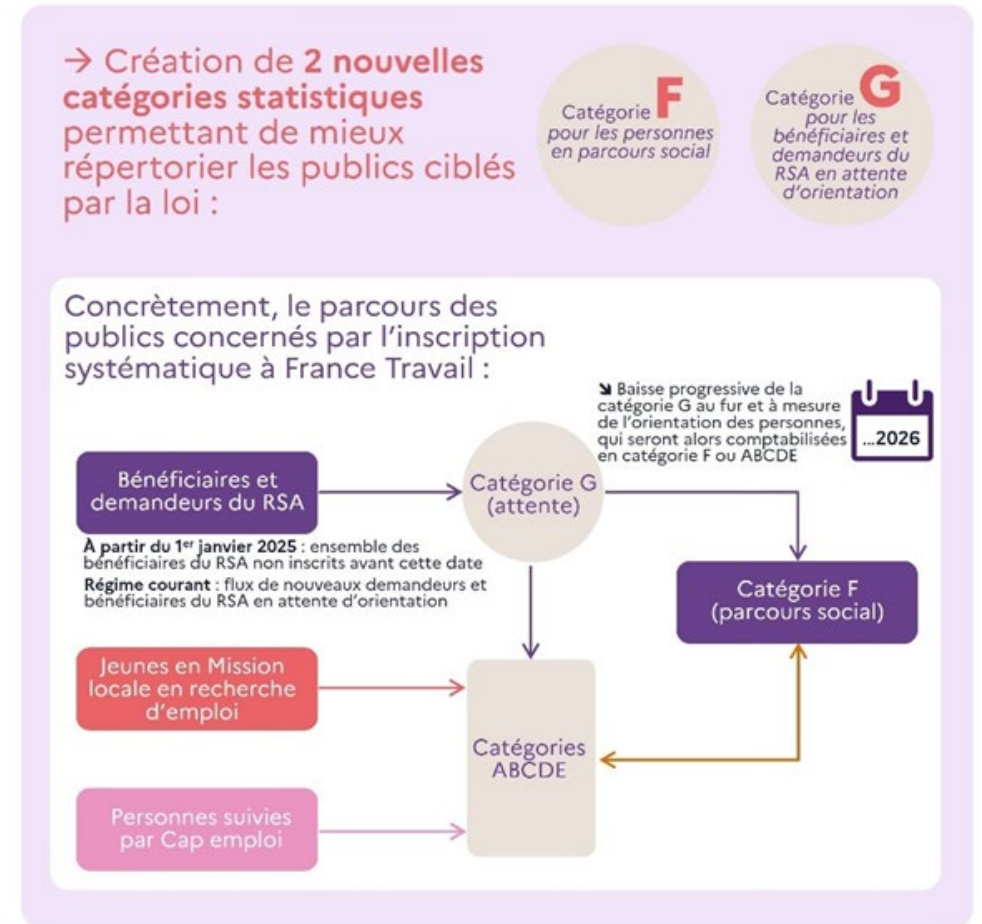
Évolutions des statistiques sur les inscrits à France Travail à partir de janvier 2025

Les statistiques sur les inscrits à France Travail sont impactées depuis le 1^{er} janvier 2025 par la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi.

Les principaux changements impactant sont :

- l'inscription systématique de toutes les personnes à la recherche d'un emploi
- l'évolution de la procédure d'actualisation
- la mise en place en juin 2025 du nouveau décret sanction
- l'intégration des bénéficiaires du RSA par les conseils départementaux

En raison de ces différents changements, les évolutions du nombre d'inscrits à France Travail depuis janvier 2025 sont difficilement interprétables et ne reflètent pas la conjoncture actuelle.



Les inscrits à France Travail en fin de mois

La demande d'emploi en catégories ABC augmente sur an de +4,1% au 2^{ème} trimestre 2026 en Nouvelle-Aquitaine et de +3,4% en France métropolitaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC néo-aquitain est légèrement supérieur à celui d'avant-crise (+1,7% en région contre +1,1% sur le plan national).



DEFM ABC

+4,1%

(2T2026)

sur un an

	Inscrits à France Travail au 2T2026	Nouvelle-Aquitaine				France métropolitaine			
		nombre	évolution annuelle	évolution val. abs	Part catégorie	nombre	évolution annuelle	évolution val. abs	Part catégorie
⚠	DEFM cat. A	259 580	+4,2%	+10 490	45%	3 112 400	+3,4%	+103 700	50%
⚠	DEFM cat. B	86 260	+4,7%	+3 900	15%	849 200	+4,5%	+36 600	14%
⚠	DEFM cat. C	156 890	+3,4%	+5 230	27%	1 557 900	+2,8%	+41 800	25%
	DEFM cat. D	35 150	+3,1%	+1 070	6%	328 100	-2,4%	-8 200	5%
	DEFM cat. E	38 710	-2,8%	-1 120	7%	371 800	-1,4%	-5 200	6%
⚠	DEFM cat. BC	243 150	+3,9%	+9 130	42%	2 407 100	+3,4%	+78 400	39%
⚠	DEFM cat. ABC	502 730	+4,1%	+19 620	87%	5 519 500	+3,4%	+182 200	89%
	DEFM cat. ABCDE	576 590	+3,5%	+19 570	100%	6 219 400	+2,8%	+168 800	100%
⚠	inscrits en cat. F*	43 050	-	-	-	504 800	-	-	-
⚠	inscrits en cat. G*	36 570	-	-	-	401 800	-	-	-

⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.
* Les données du tableau sont corrigées des variations saisonnières sauf ces deux catégories F et G qui sont des données brutes.

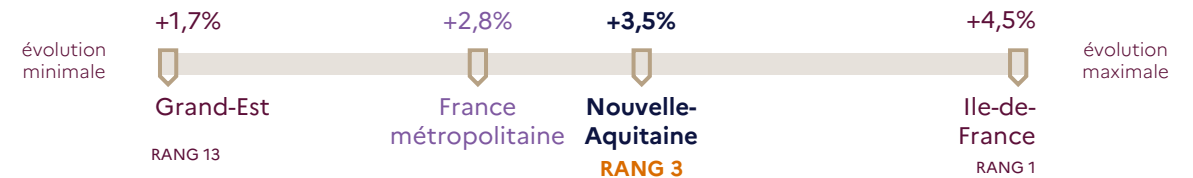
DEFM ABCDE

+3,5%

(2T2026)

sur un an

Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. ABCDE) est supérieur à celui d'avant-crise en Nouvelle-Aquitaine : +14 120 personnes par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, soit +2,5% (+1,9% en France métropolitaine).



Le graphique illustre l'évolution du nombre d'entreprises en Nouvelle-Aquitaine (ligne noire) et en France métropolitaine (ligne violette) de 2013 à 2026. L'axe vertical de gauche mesure le nombre d'entreprises en Nouvelle-Aquitaine (400 000 à 650 000), tandis que l'axe vertical de droite mesure le nombre d'entreprises en France métropolitaine (4 000 000 à 7 000 000). Les données sont présentées par trimestre (T2, T4) pour chaque année. Deux périodes sont marquées par des lignes pointillées orange : 'avant crise' (jusqu'à fin 2019) et 'loi plein emploi' (à partir de fin 2024). Les projections à partir de 2025 sont indiquées en orange. À la fin de la période (2026T2), la France métropolitaine compte 6 282 600 entreprises (+282 600) et la Nouvelle-Aquitaine compte 603 430 entreprises (+34 130) par rapport à leur niveau initial en 2013T2.

Période	Nouvelle-Aquitaine	France métropolitaine
2013T2	492 000	5 180 000
2019T4	562 000	5 750 000
2020T2	582 000	6 000 000
2021T2	580 000	6 000 000
2022T2	535 000	5 500 000
2023T2	525 000	5 450 000
2024T2	535 000	5 550 000
2025T2	555 000	5 800 000
2026T2	603 430	6 282 600

⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La Demande d'Emploi en Fin de Mois

catégories ABC

Au 2^{ème} trimestre 2026, la demande d'emploi en fin de mois (cat. ABC) augmente de +4,1% sur un an, soit +19 620 personnes (+3,4% sur le plan national).

Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. ABC) est légèrement supérieur à celui d'avant-crise : +8 340 personnes par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, soit +1,7% (+1,1% sur le plan national).



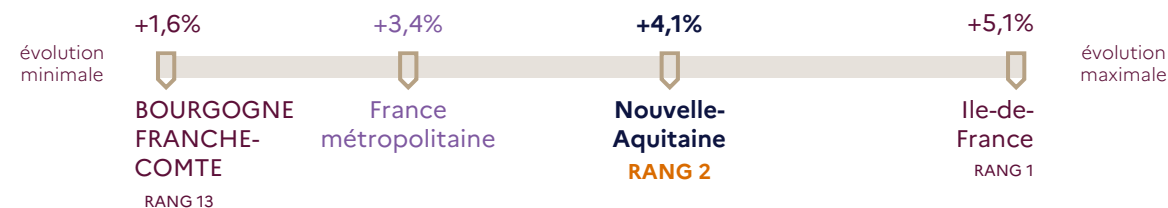
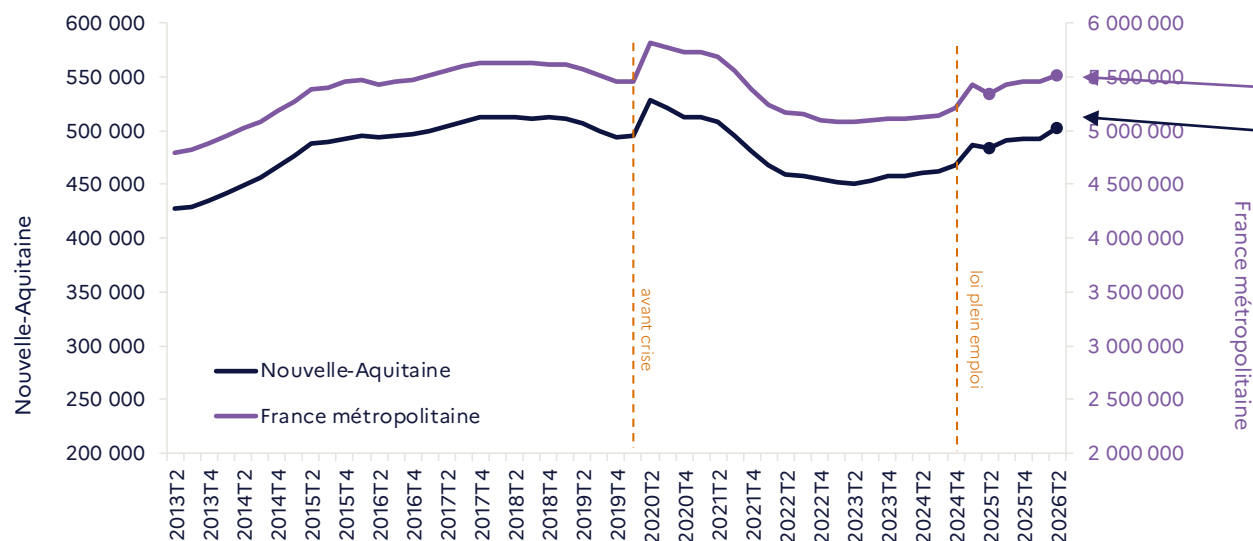
DEFM ABC

+4,1%

(2T2026)

sur un an

Série longue de la demande d'emploi cat. ABC



⚠ Avertissement :

La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

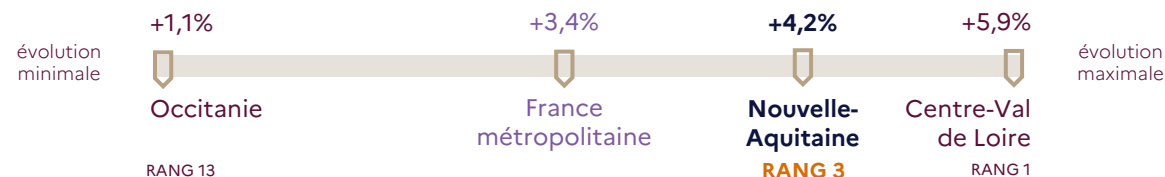
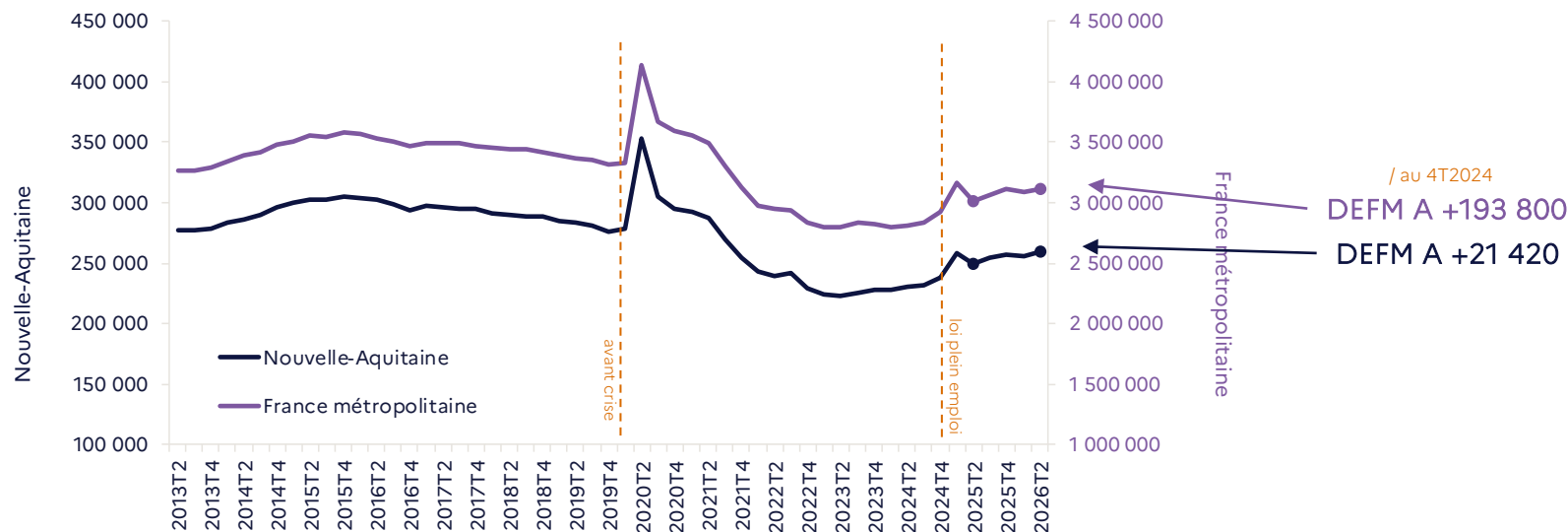
La Demande d'Emploi en Fin de Mois

catégorie A

Au 2^{ème} trimestre 2026, la demande d'emploi en fin de mois (cat. A) augmente de +4,2% sur un an en Nouvelle-Aquitaine, soit +10 490 personnes (+3,4% sur le plan national).

Le nombre de demandeurs d'emploi néo-aquitains (cat. A) est inférieur à celui d'avant-crise : -16 770 personnes par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, soit -6,1% (-6,2% sur le plan national).

Série longue de la demande d'emploi cat. A



DEFMA

+4,2%

(2T2026)

sur un an

⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La Demande d'Emploi en Fin de Mois

des jeunes (cat. A et ABC)

Au 2^{ème} trimestre 2026, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans inscrits en cat. A est en hausse annuelle : +6,8%, soit +2 820 demandeurs d'emploi (+6,1% en France métropolitaine, soit +29 100 demandeurs d'emploi).

La demande d'emploi des jeunes inscrits en cat. ABC est en hausse annuelle de +7,6%, soit +5 130 demandeurs d'emploi en région et +6,6% sur le plan national.

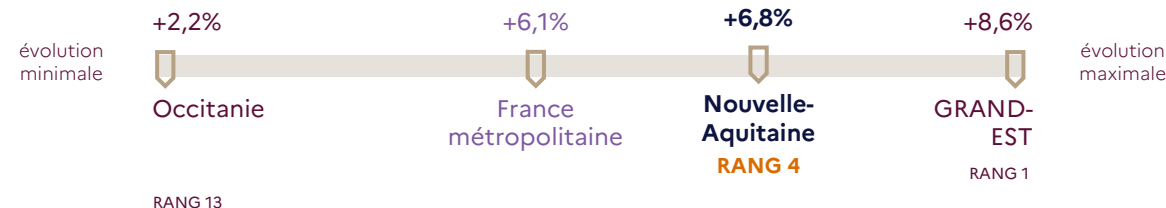
En comparaison avec la période d'avant-crise, dans la région, le nombre de jeunes en cat. A progresse de +10,4% et de +12,0% pour les jeunes en cat. ABC.



Part des jeunes

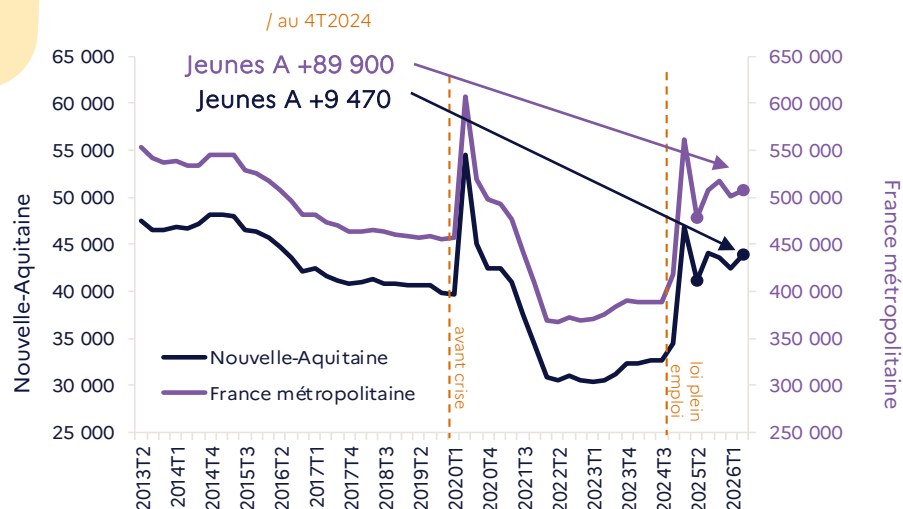
Cat. A	17%	14%
Cat. ABC	15%	13%
	(2T2026)	(4T2024)

Comparaisons régionales – évolution de la demande d'emploi des jeunes en cat. A



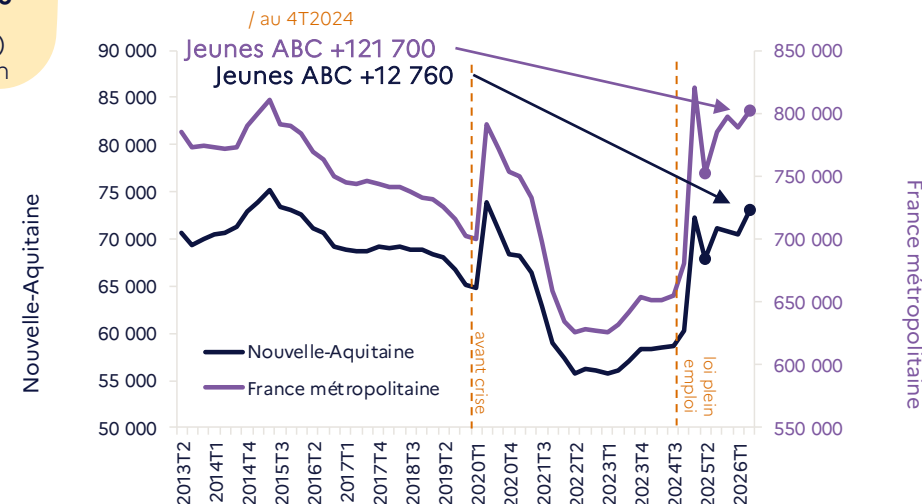
DEFM A des jeunes
+6,8%
(2T2026)
sur un an

Série longue de la demande d'emploi des jeunes en cat. A



DEFM ABC des jeunes
+7,6%
(2T2026)
sur un an

Série longue de la demande d'emploi des jeunes en cat. ABC



Avertissement :

La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La Demande d'Emploi en Fin de Mois

par département

⚠ Avertissement :

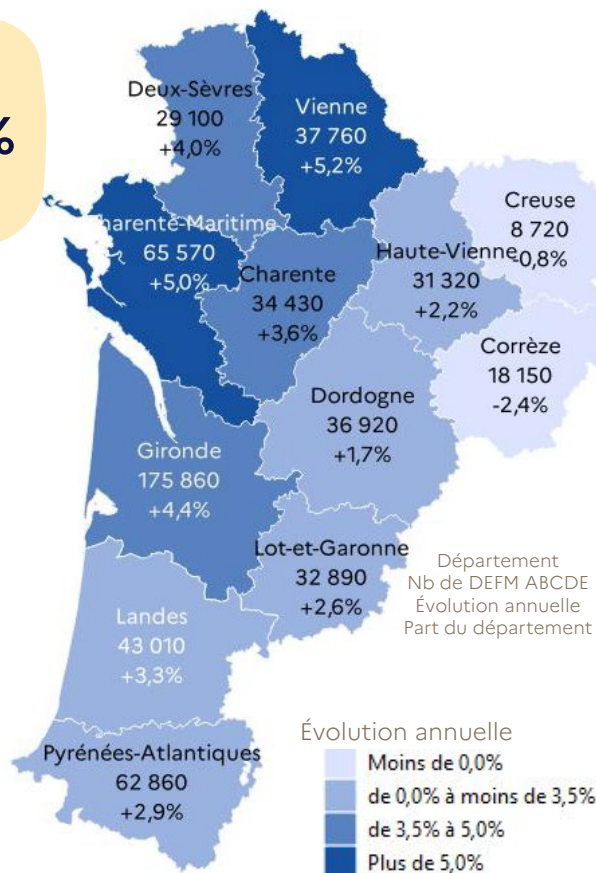
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.



DEFM
ABCDE
+3,5%

(2T2026)
sur un an

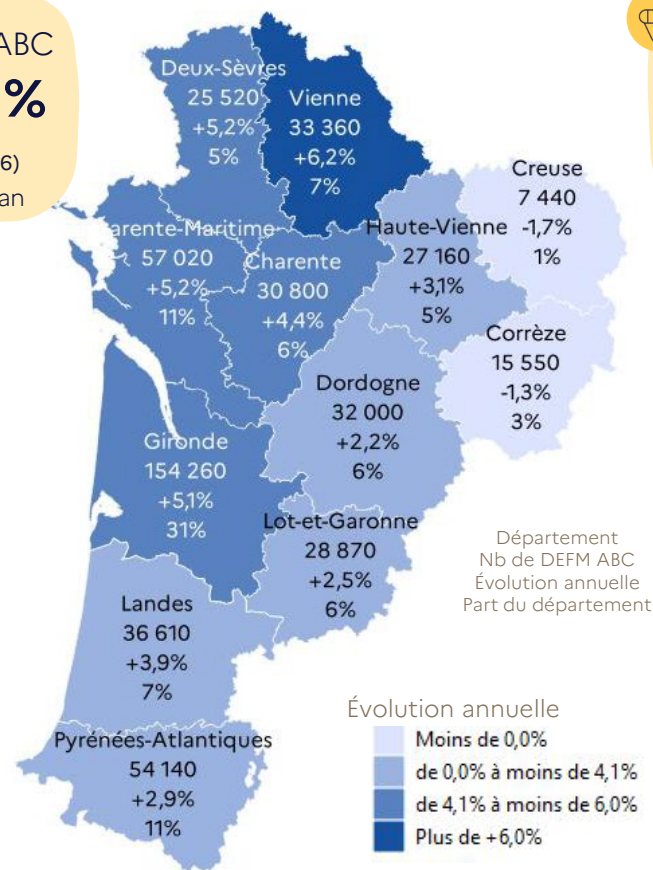


Clé de lecture : En Charente, 34 430 demandeurs d'emploi sont inscrits en fin de mois en cat. ABCDE. Ce nombre augmente de +3,6% en un an.



DEFM ABC
+4,1%

(2T2026)
sur un an

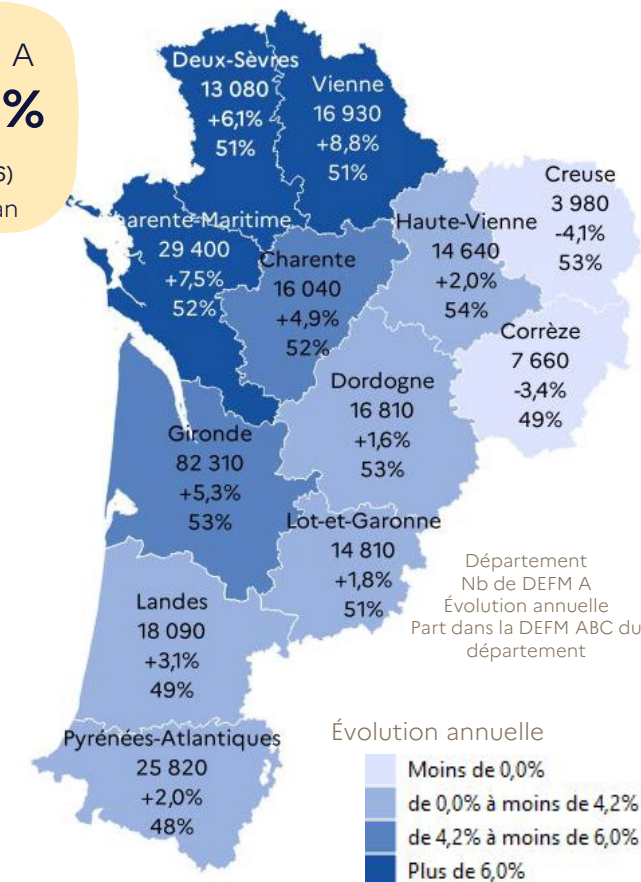


Clé de lecture : En Charente, la demande d'emploi en fin de mois cat. ABC représente 6% de la demande d'emploi régionale. Ce nombre augmente de +4,4% en un an.



DEFM A
+4,2%

(2T2026)
sur un an



Clé de lecture : En Charente, la demande d'emploi en fin de mois cat. A représente 52% de la demande d'emploi ABC du département. Ce nombre augmente de +4,9% en un an.

04

Caractéristiques de la demande d'emploi

Données brutes

La Demande d'Emploi cat. ABCDE

par territoire

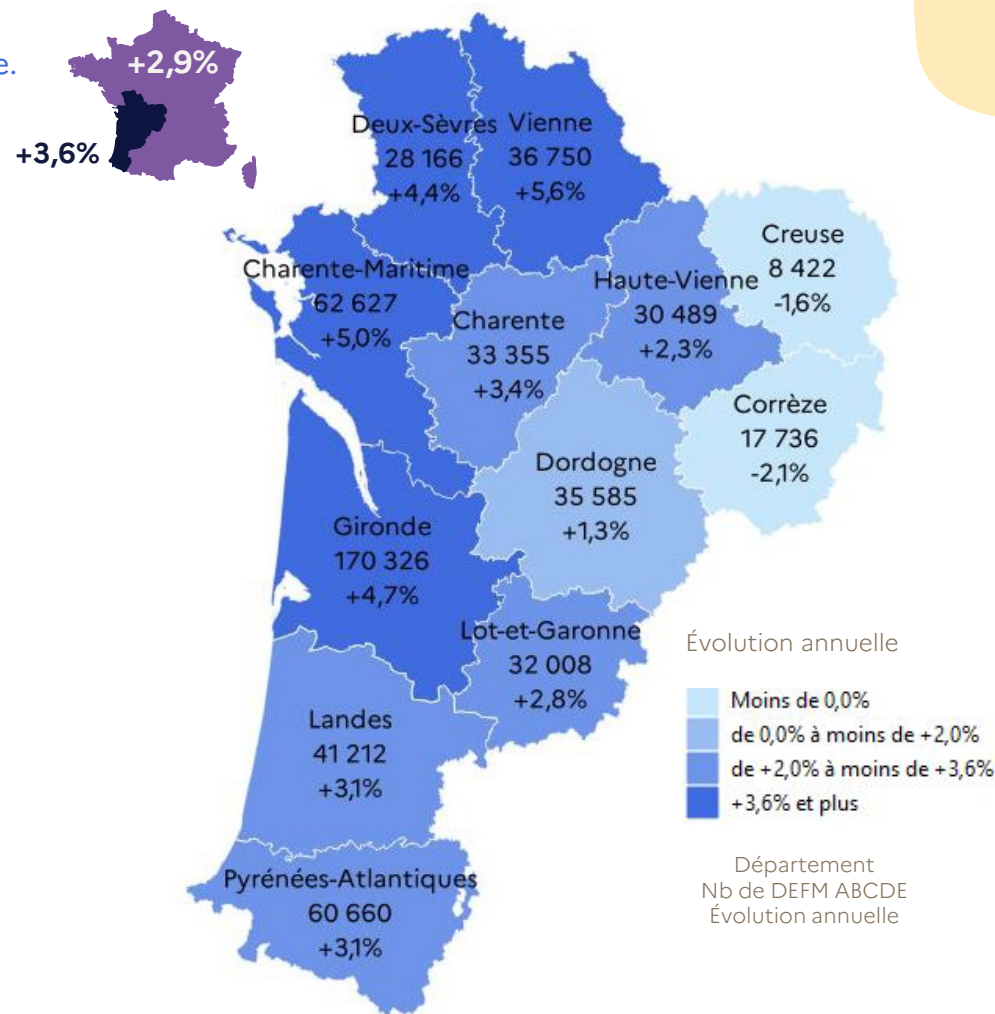
557 336 demandeurs d'emploi cat. ABCDE en Nouvelle-Aquitaine.

Évolution de la DEFM ABCDE par Bassin

territoire	évolution annuelle
Angoulême	+3,8%
Confolens	+3,6%
Cognac	+2,5%
Charente	+3,4%
Rochefort	+2,8%
La Rochelle	+8,5%
Royan	+0,9%
Marennes-Oléron	+4,4%
Saintes	+2,5%
Saint-Jean-d'Angély	+1,3%
Jonzac	+5,3%
Charente-Maritime	+5,0%
Brive	-0,2%
Tulle	-4,8%
Corrèze	-2,1%
Guéret	-2,3%
Aubusson	-3,4%
Creuse	-1,6%
Périgueux Nord Est Dordogne	+2,6%
Est Dordogne	+0,3%
Bergerac	-0,4%
Dordogne	+1,3%
Langon	+3,1%
Lesparre-Médoc	+2,0%
Arcachon	+0,1%
Blaye	+1,2%
Libourne	+2,2%
Bordeaux	+6,2%
Gironde	+4,7%

en rouge, les évolutions supérieures à l'évolution annuelle globale de la DEFM ABCDE.

territoire	évolution annuelle
Dax	+2,5%
Mont-de-Marsan	+3,5%
Landes	+3,1%
Agen	+6,6%
Aiguillon	+0,7%
Marmande	+2,9%
Villeneuve-sur-Lot	-0,6%
Lot-et-Garonne	+2,8%
Béarn	+3,8%
Pays Basque	+2,5%
Pyrénées-Atlantiques	+3,1%
Niort	+4,3%
Parthenay	+3,0%
Bressuire	+7,5%
Thouars	+1,0%
Melle	+4,6%
Deux-Sèvres	+4,4%
Poitiers	+7,9%
Châtelleraut	+2,0%
Montmorillon	+4,0%
Loudun	+1,1%
Vienne	+5,6%
Limoges	+2,9%
Bellac	+0,6%
Saint-Junien	+3,4%
Saint-Yrieix	-1,8%
Haute-Vienne	+2,3%
Nouvelle-Aquitaine	+3,6%



DEFM ABCDE

+3,6%

(2T2026)

sur un an

⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La Demande d'Emploi cat. ABC

par territoire

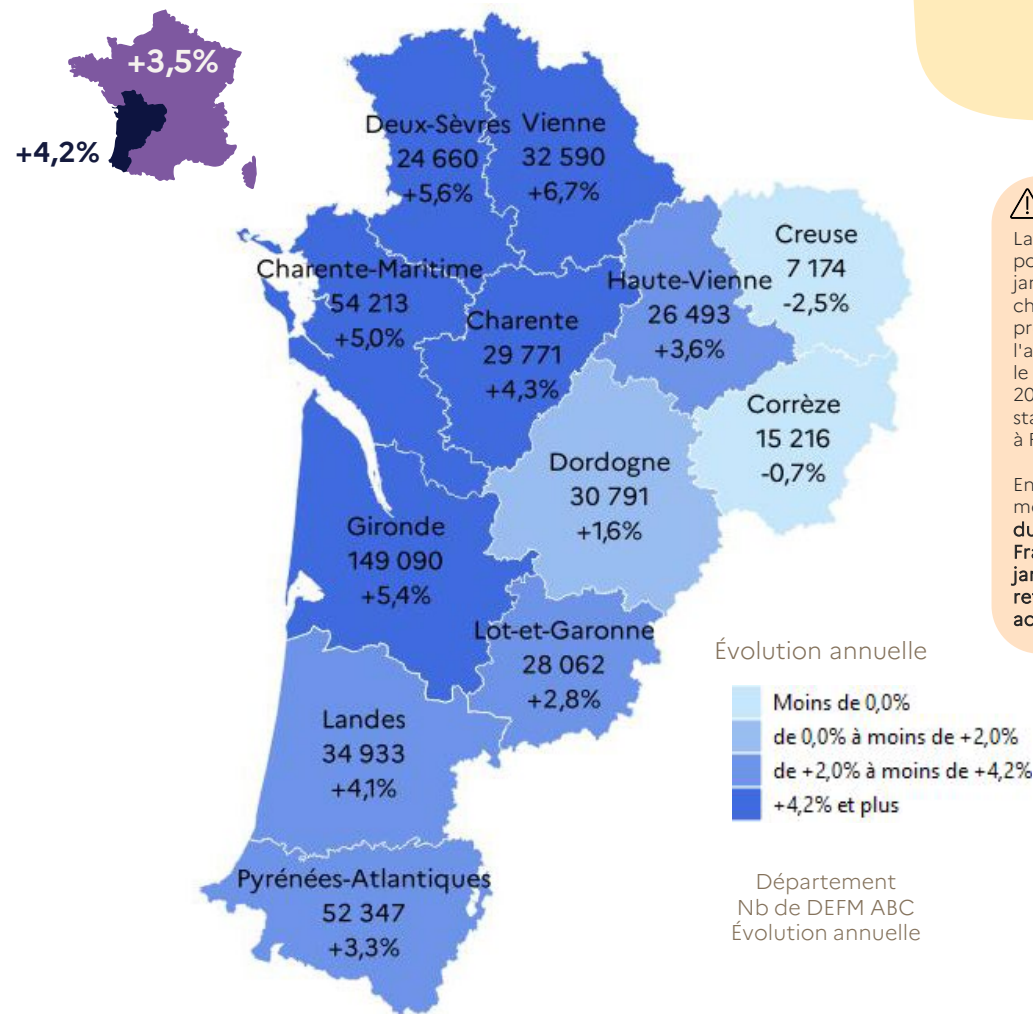
485 340 demandeurs d'emploi cat. ABC en Nouvelle-Aquitaine.

Évolution de la DEFM ABC par Bassin

territoire	évolution annuelle
Angoulême	+3,5%
Confolens	+5,6%
Cognac	+5,7%
Charente	+4,3%
Rochefort	+4,5%
La Rochelle	+7,8%
Royan	-2,4%
Marennes-Oléron	+5,6%
Saintes	+4,3%
Saint-Jean-d'Angély	+2,2%
Jonzac	+7,4%
Charente-Maritime	+5,0%
Brive	+0,4%
Tulle	-2,4%
Corrèze	-0,7%
Guéret	-2,7%
Aubusson	-2,0%
Creuse	-2,5%
Périgueux Nord Est Dordogne	+1,0%
Est Dordogne	+2,3%
Bergerac	+2,2%
Dordogne	+1,6%
Langon	+5,6%
Lesparre-Médoc	+4,9%
Arcachon	+4,1%
Blaye	+2,7%
Libourne	+5,1%
Bordeaux	+5,8%
Gironde	+5,4%

territoire	évolution annuelle
Dax	+5,0%
Mont-de-Marsan	+3,2%
Landes	+4,1%
Agen	+3,6%
Aiguillon	+2,5%
Marmande	+3,7%
Villeneuve-sur-Lot	+1,2%
Lot-et-Garonne	+2,8%
Béarn	+3,3%
Pays Basque	+3,3%
Pyrénées-Atlantiques	+3,3%
Niort	+4,1%
Parthenay	+5,4%
Bressuire	+8,5%
Thouars	+3,9%
Melle	+8,3%
Deux-Sèvres	+5,6%
Poitiers	+8,5%
Châtelleraut	+3,4%
Montmorillon	+5,6%
Loudun	+4,2%
Vienne	+6,7%
Limoges	+3,4%
Bellac	+4,2%
Saint-Junien	+5,8%
Saint-Yrieix	+2,3%
Haute-Vienne	+3,6%
Nouvelle-Aquitaine	+4,2%

en rouge, les évolutions supérieures à l'évolution annuelle globale de la DEFM ABC.



DEFM ABC

+4,2%

(2T2026)

sur un an

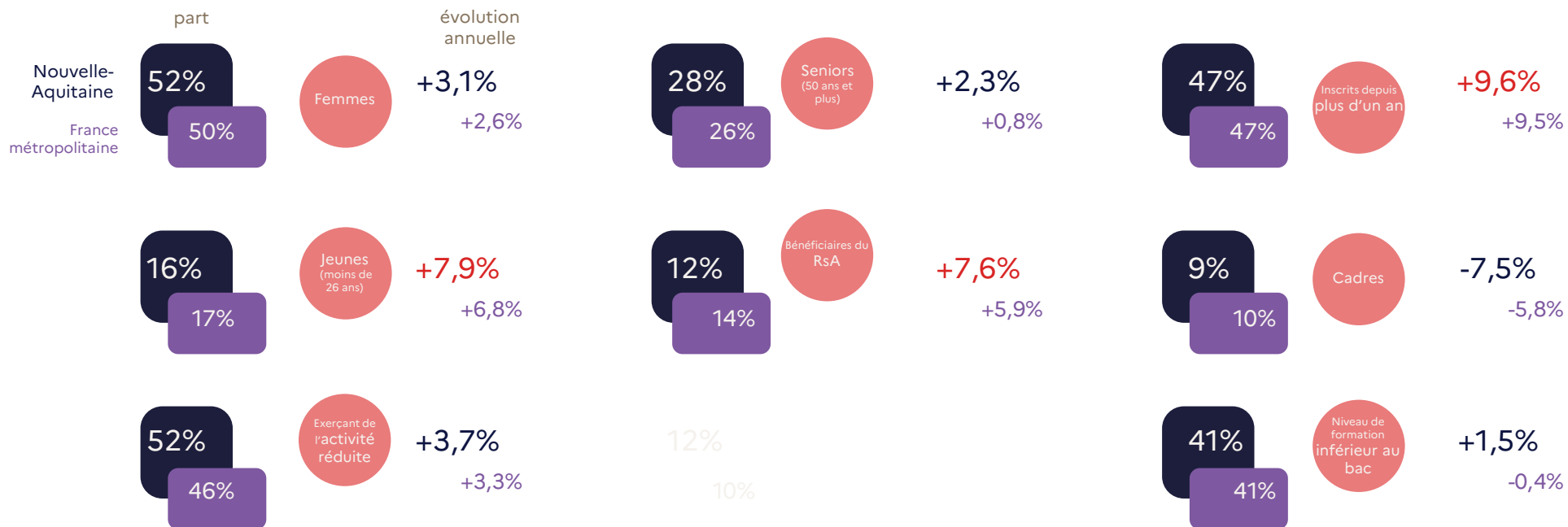
⚠ Avertissement :

La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

Profil de la DEFM ABC

Les demandeurs d'emploi exerçant de l'activité réduite (cat. BC) représentent 52% de la demande d'emploi (cat. ABC) dans la région. Sur le plan national, leur part est de 46%.



DEFM ABC

+4,2%

(2T2026)
sur un an

+3,5%

En France
métropolitaine



Avertissement :

La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

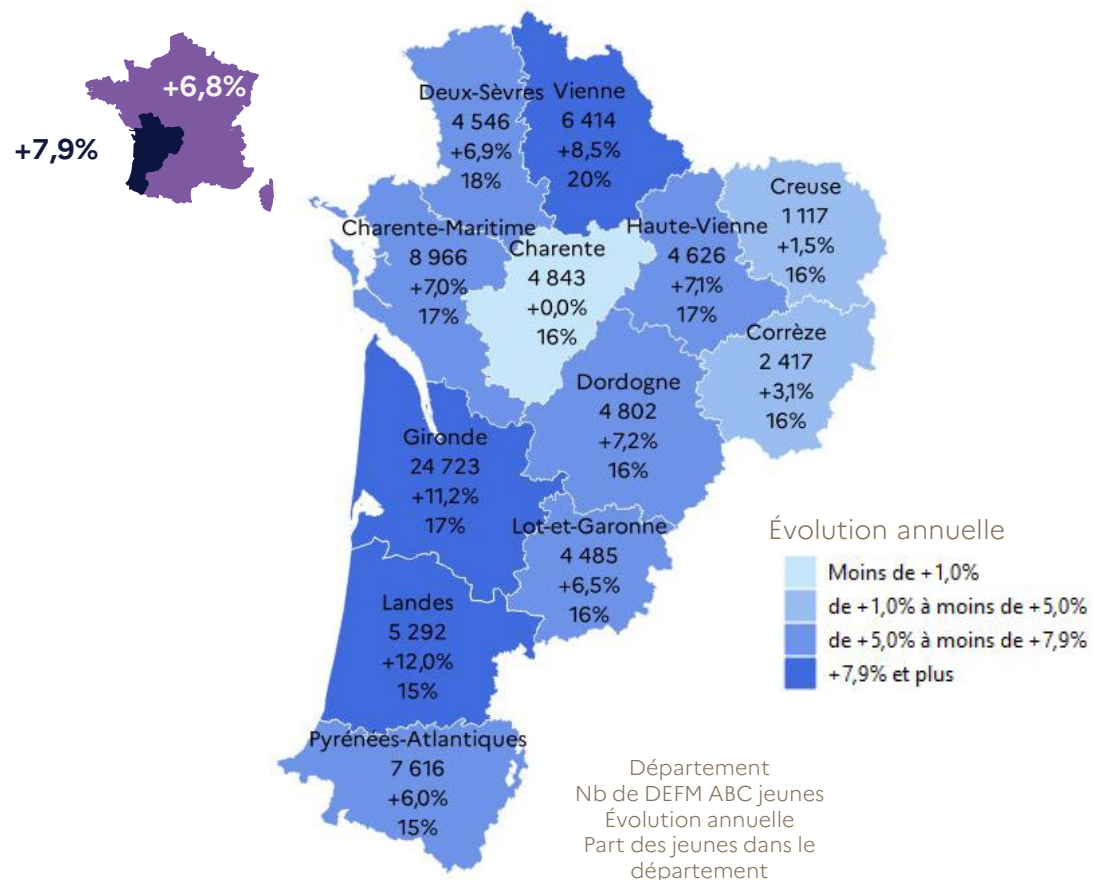
Clé de lecture : En Nouvelle-Aquitaine, la DEFM cat. ABC en données brutes augmente de +4,2% entre le 2^{ème} trimestre 2025 et le 2^{ème} trimestre 2026. Elle augmente de +3,5% en France métropolitaine. Le nombre de femmes inscrites à France Travail Nouvelle-Aquitaine en cat. ABC est en hausse (+3,1%) sur un an. Elles représentent 52% de la demande d'emploi cat. ABC. Sur le plan national, leur nombre augmente de +2,6% et elles représentent 50% de la demande d'emploi cat. ABC.

en rouge, les évolutions supérieures à l'évolution annuelle globale de la DEFM ABC.

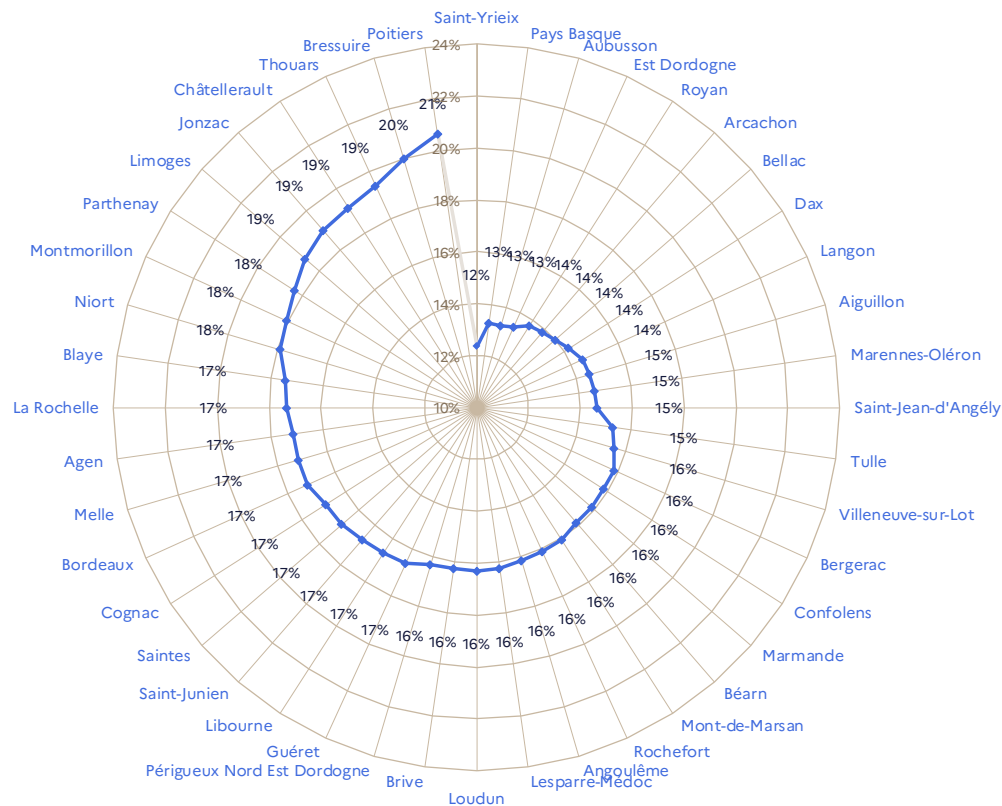
La Demande d'Emploi cat. ABC

des jeunes (moins de 26 ans)

79 847 jeunes demandeurs d'emploi cat. ABC en Nouvelle-Aquitaine.



Part des jeunes parmi la DEFM ABC par Bassin



DEFM ABC
jeunes

16% 16%

(4T2024) (2T2026)

part

Avertissement :

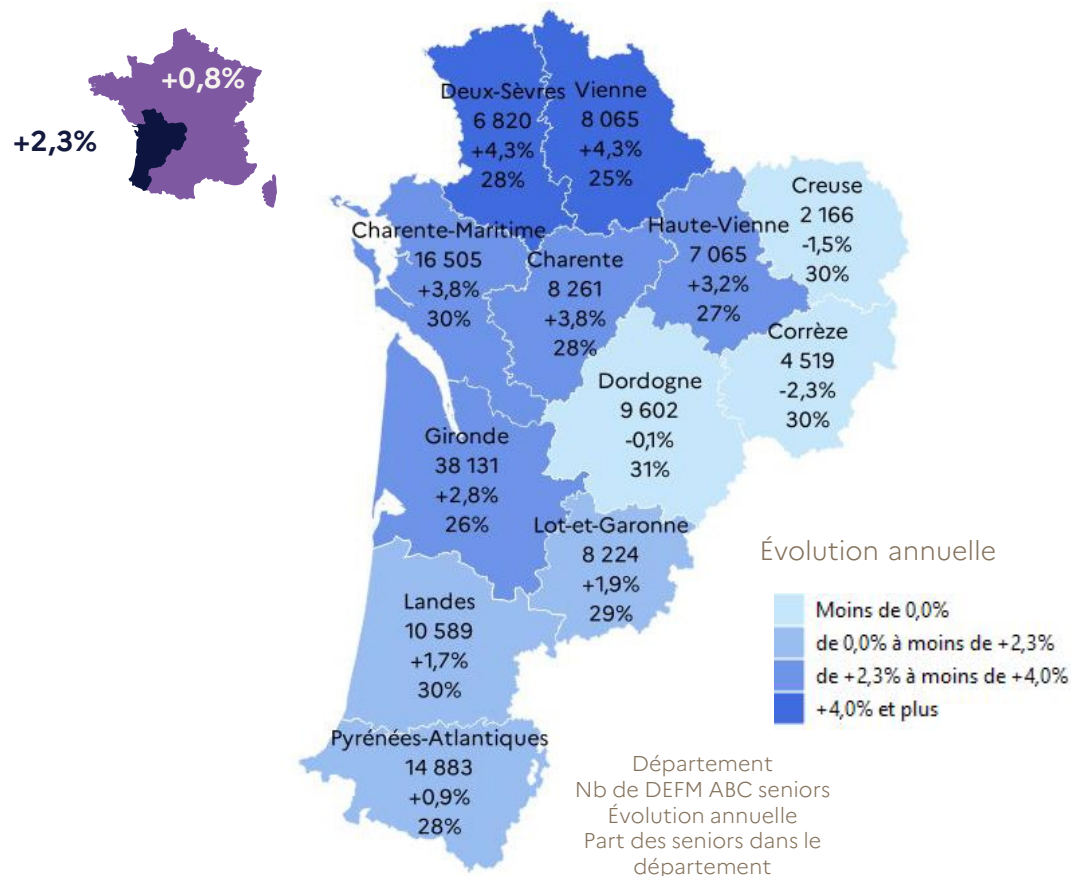
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

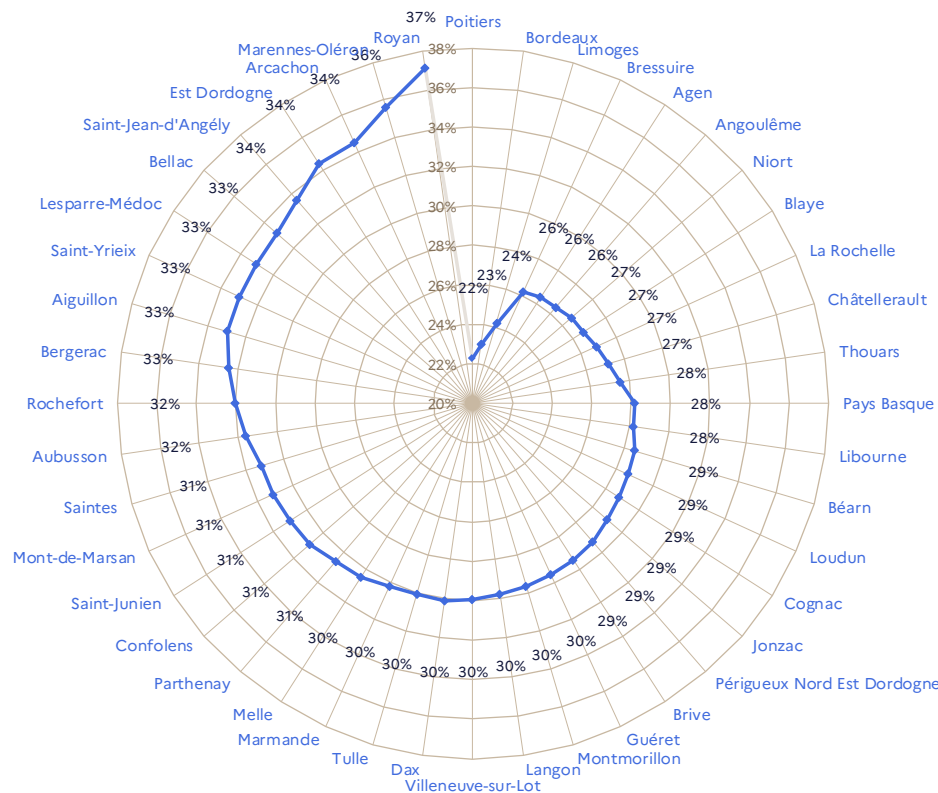
La Demande d'Emploi cat. ABC

des seniors (50 ans et plus)

134 830 seniors demandeurs d'emploi cat. ABC en Nouvelle-Aquitaine.



Part des seniors parmi la DEFM ABC par Bassin



DEFM ABC seniors

28% **28%**

(4T2024) (2T2026)

part

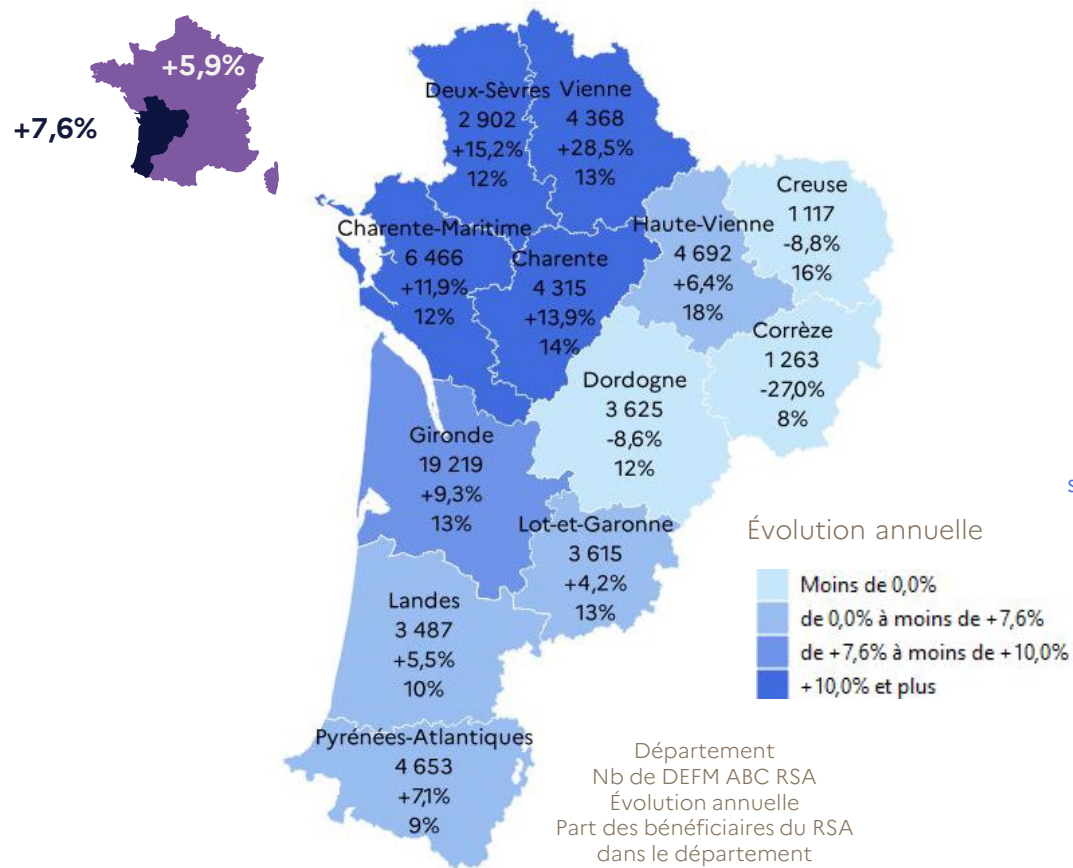
⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

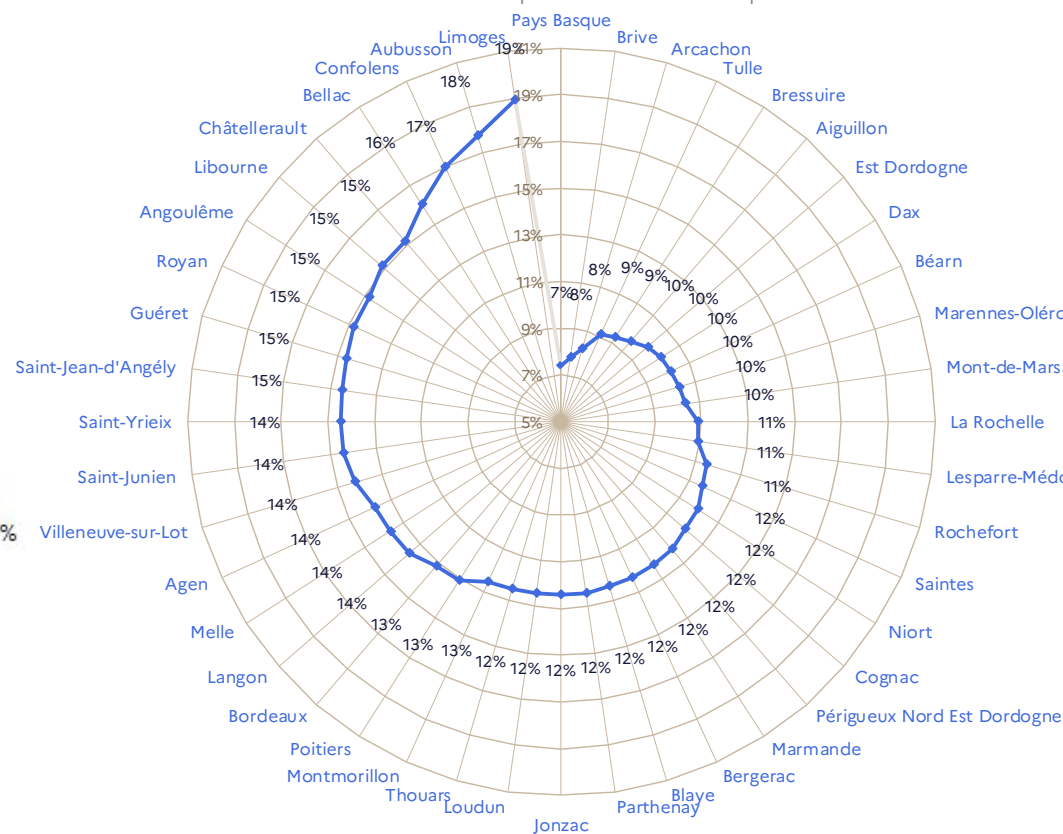
La Demande d'Emploi cat. ABC

des bénéficiaires du RSA

59 722 Bénéficiaires du RSA demandeurs d'emploi cat. ABC en Nouvelle-Aquitaine.



Part des bénéficiaires du RSA parmi la DEFM ABC par Bassin



DEFM ABC
bénéficiaires
du RSA

12% 12%

(4T2024) (2T2026)
part

Avertissement :

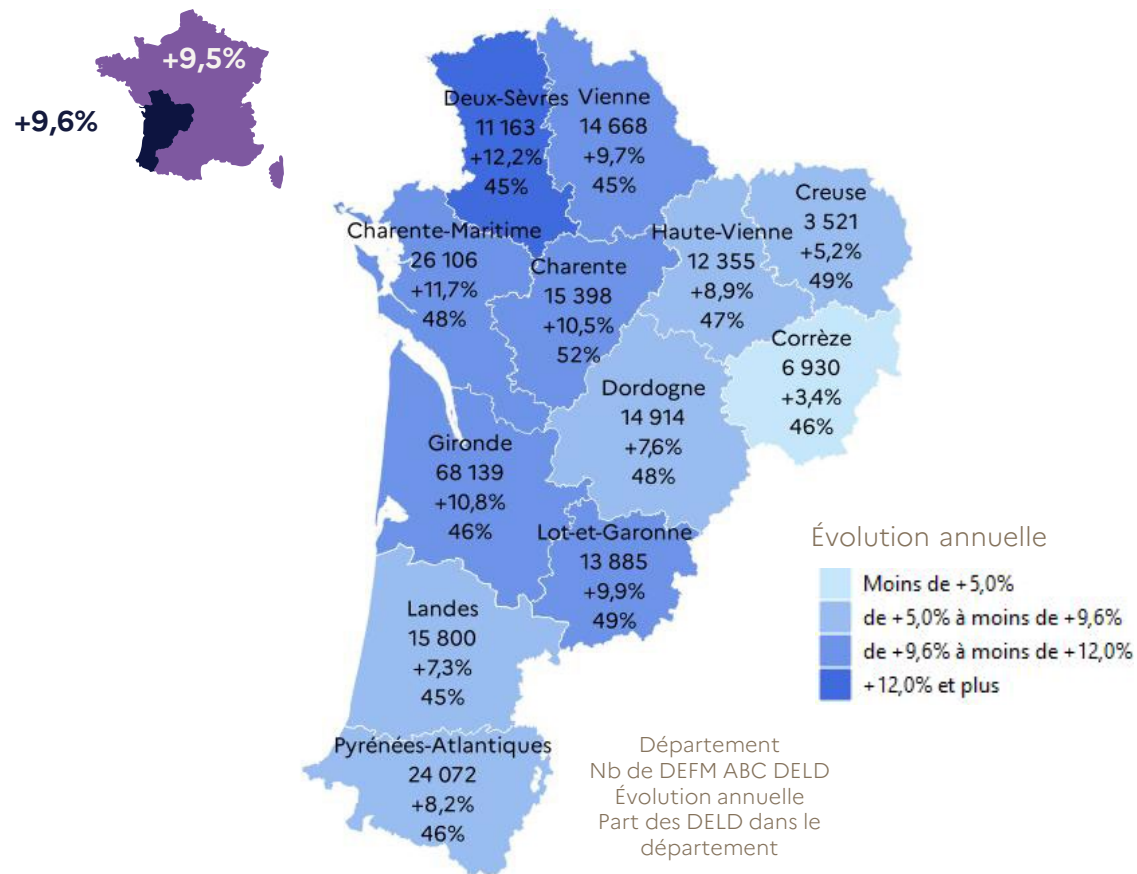
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

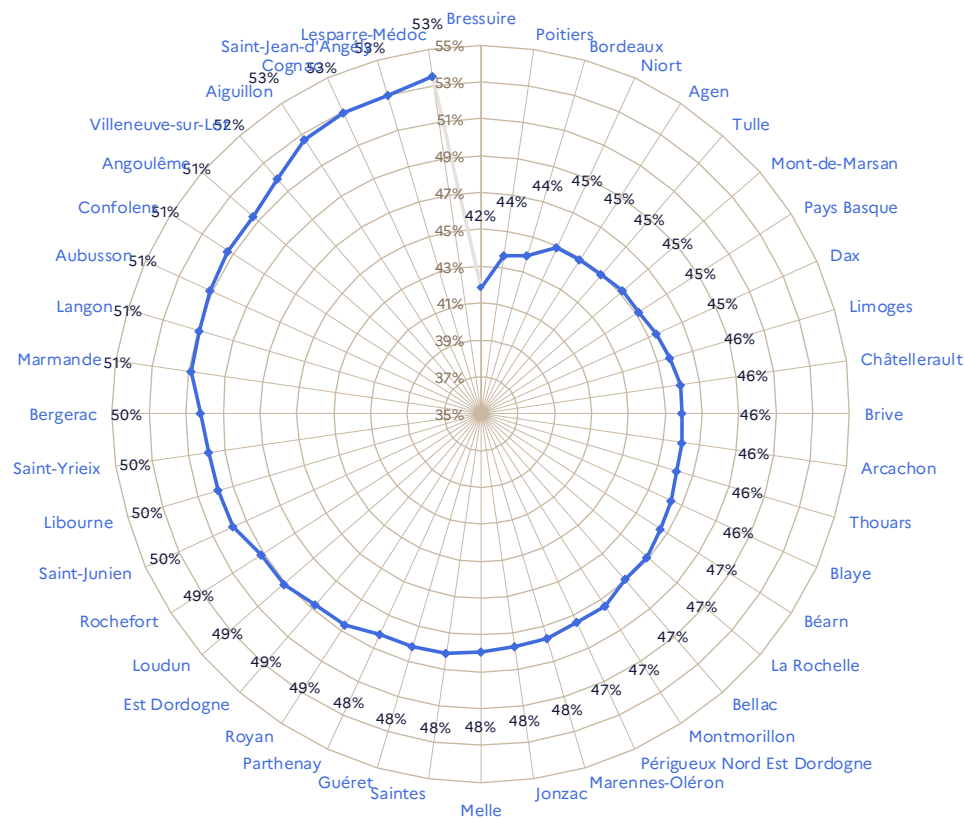
La Demande d'Emploi cat. ABC

des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (DELD)

226 951 DELD cat. ABC en Nouvelle-Aquitaine.



Part des DELD parmi la DEFM ABC par Bassin



DEFM ABC
DELD

43% **47%**

(4T2024) (2T2026)

part

⚠ Avertissement :

La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La Demande d'Emploi cat. A

par territoire

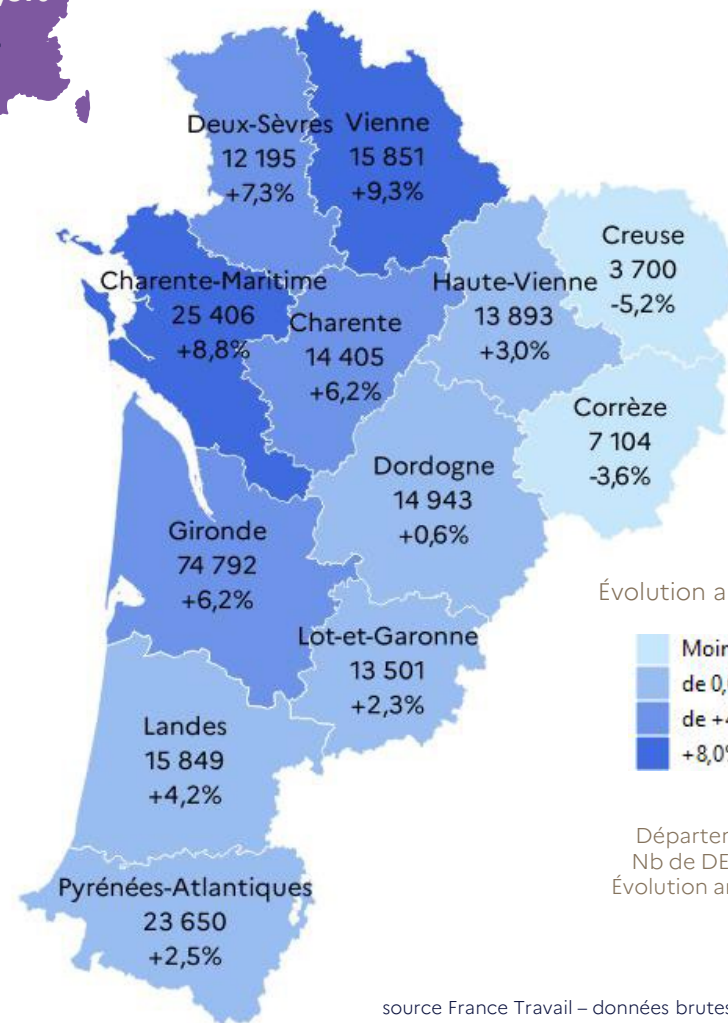
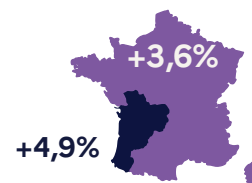
235 289 demandeurs d'emploi cat. A en Nouvelle-Aquitaine.

Évolution de la DEFM A par Bassin

territoire	évolution annuelle
Angoulême	+4,2%
Confolens	+7,1%
Cognac	+11,6%
Charente	+6,2%
Rochefort	+7,6%
La Rochelle	+11,4%
Royan	+5,7%
Marennes-Oléron	+2,6%
Saintes	+6,9%
Saint-Jean-d'Angély	+4,1%
Jonzac	+12,7%
Charente-Maritime	+8,8%
Brive	-3,4%
Tulle	-3,9%
Corrèze	-3,6%
Guéret	-6,5%
Aubusson	-2,2%
Creuse	-5,2%
Périgueux Nord Est Dordogne	+0,2%
Est Dordogne	+0,3%
Bergerac	+1,7%
Dordogne	+0,6%
Langon	+8,1%
Lesparre-Médoc	+5,0%
Arcachon	+2,2%
Blaye	+6,6%
Libourne	+5,8%
Bordeaux	+6,5%
Gironde	+6,2%

en rouge, les évolutions supérieures à l'évolution annuelle globale de la DEFM A.

territoire	évolution annuelle
Dax	+5,0%
Mont-de-Marsan	+3,3%
Landes	+4,2%
Agen	+3,9%
Aiguillon	+4,5%
Marmande	+4,6%
Villeneuve-sur-Lot	-2,1%
Lot-et-Garonne	+2,3%
Béarn	+2,3%
Pays Basque	+3,0%
Pyrénées-Atlantiques	+2,5%
Niort	+6,2%
Parthenay	+6,9%
Bressuire	+11,5%
Thouars	+5,2%
Melle	+7,7%
Deux-Sèvres	+7,3%
Poitiers	+11,3%
Châtelleraut	+6,6%
Montmorillon	+5,1%
Loudun	+9,9%
Vienne	+9,3%
Limoges	+3,1%
Bellac	+2,1%
Saint-Junien	+5,3%
Saint-Yrieix	-0,3%
Haute-Vienne	+3,0%
Nouvelle-Aquitaine	+4,9%



DEFM A

+4,9%

(2T2026)

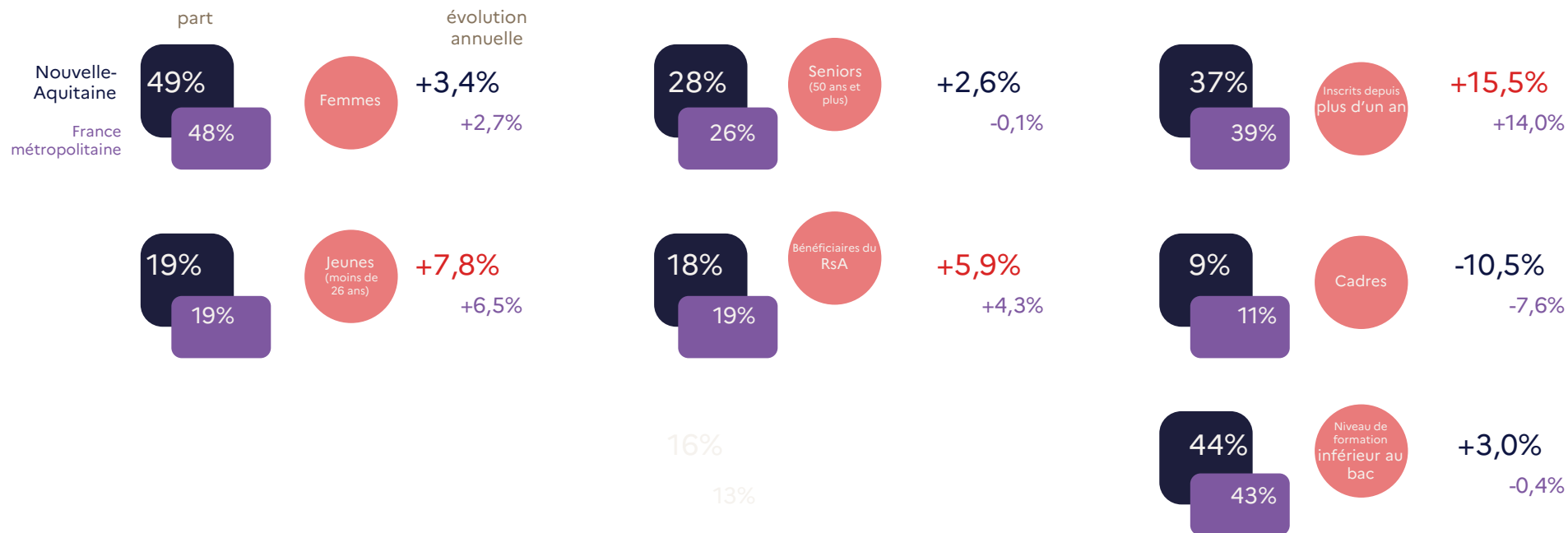
sur un an

⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

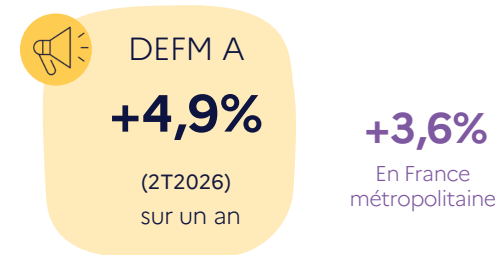
En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

Profil de la DEFM A

Les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus, inscrits en catégorie A représentent 28% de la demande d'emploi (cat. A) de la région. Cette part est de 26% sur le plan national.



en rouge, les évolutions supérieures à l'évolution annuelle globale de la DEFM A.



⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

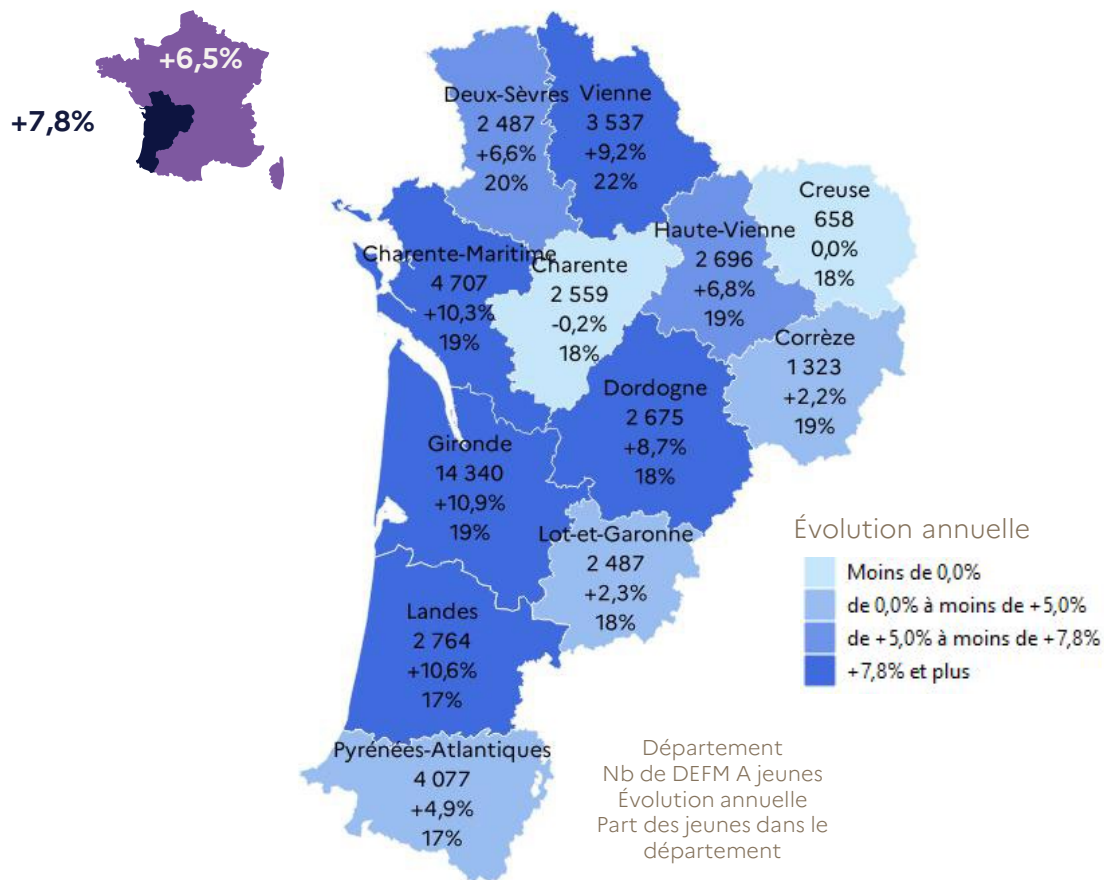
En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

Clé de lecture : En Nouvelle-Aquitaine, la DEFM cat. A en données brutes augmente de +4,9% entre le 2^{ème} trimestre 2025 et le 2^{ème} trimestre 2026. La hausse est de +3,6% en France métropolitaine. Le nombre de femmes inscrites à France Travail Nouvelle-Aquitaine en cat. A augmente de +3,4% en un an. Elles représentent 49% de la demande d'emploi cat. A. Sur le plan national, leur nombre augmente de +2,7% et elles représentent 48% de la demande d'emploi cat. A.

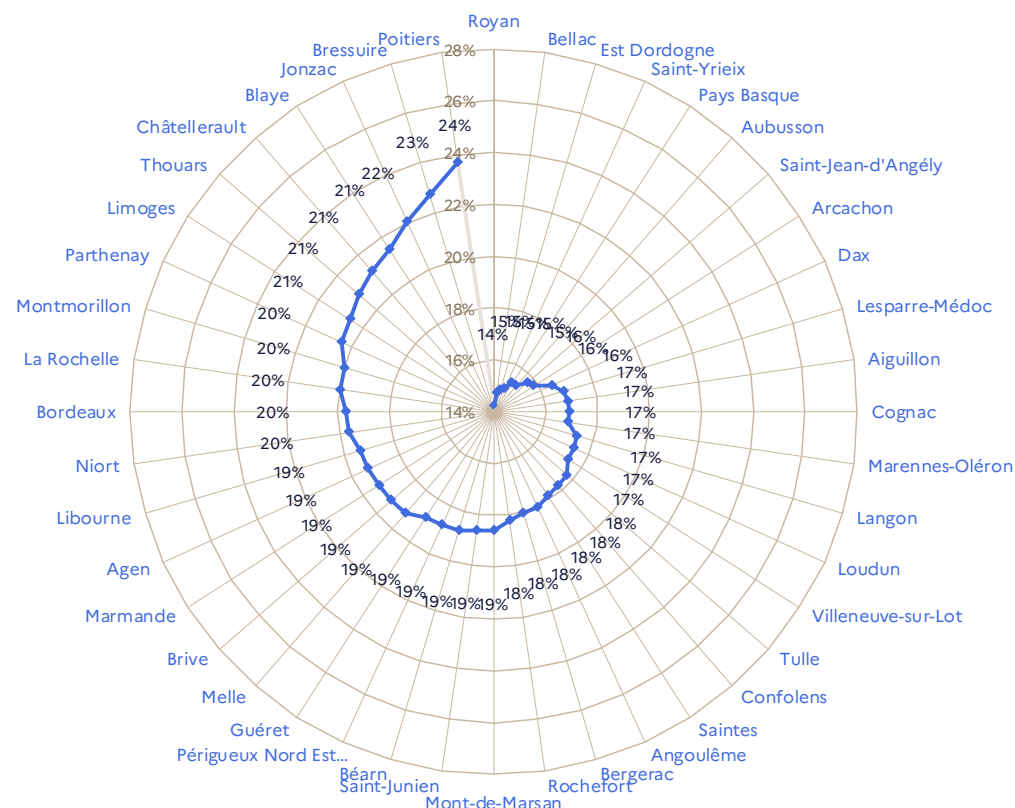
La Demande d'Emploi cat. A

des jeunes (moins de 26 ans)

44 310 jeunes demandeurs d'emploi cat. A en Nouvelle-Aquitaine.



Part des jeunes parmi la DEFM A par Bassin



DEFM A
jeunes

18% **19%**

(4T2024) (2T2026)

part

⚠ Avertissement :

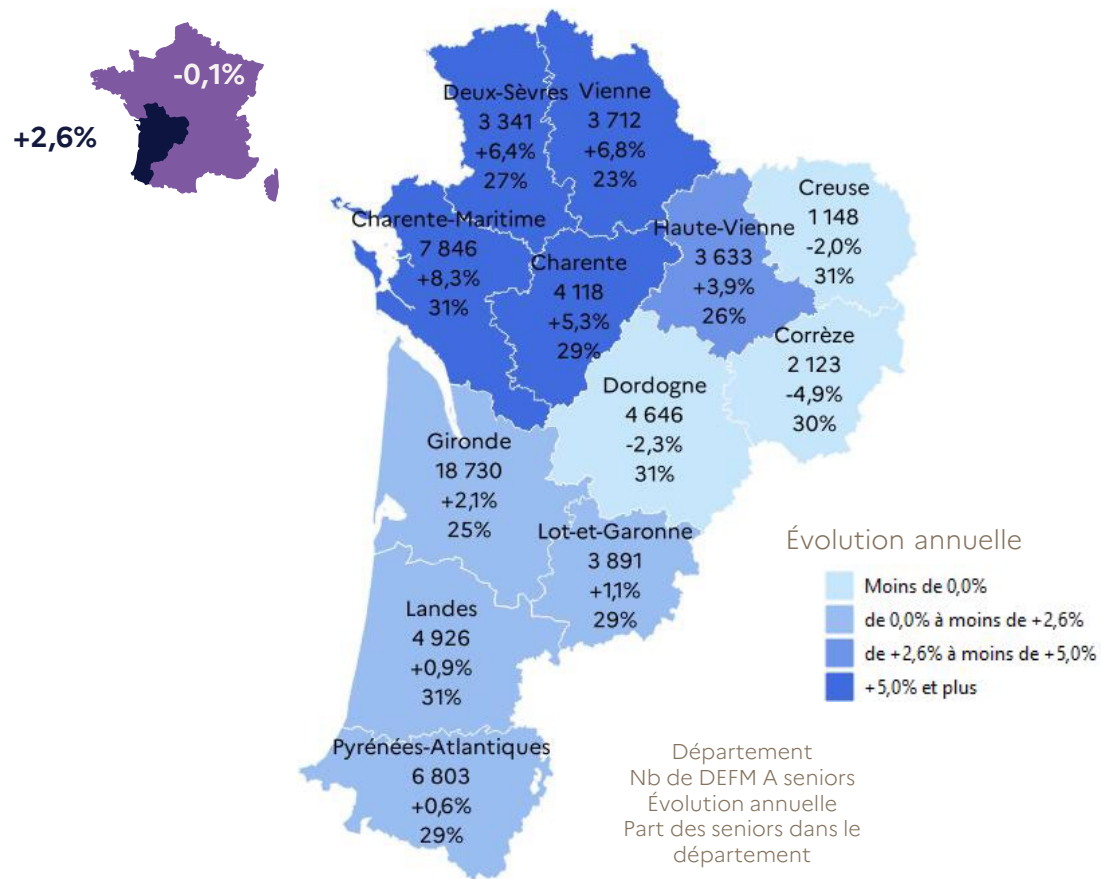
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

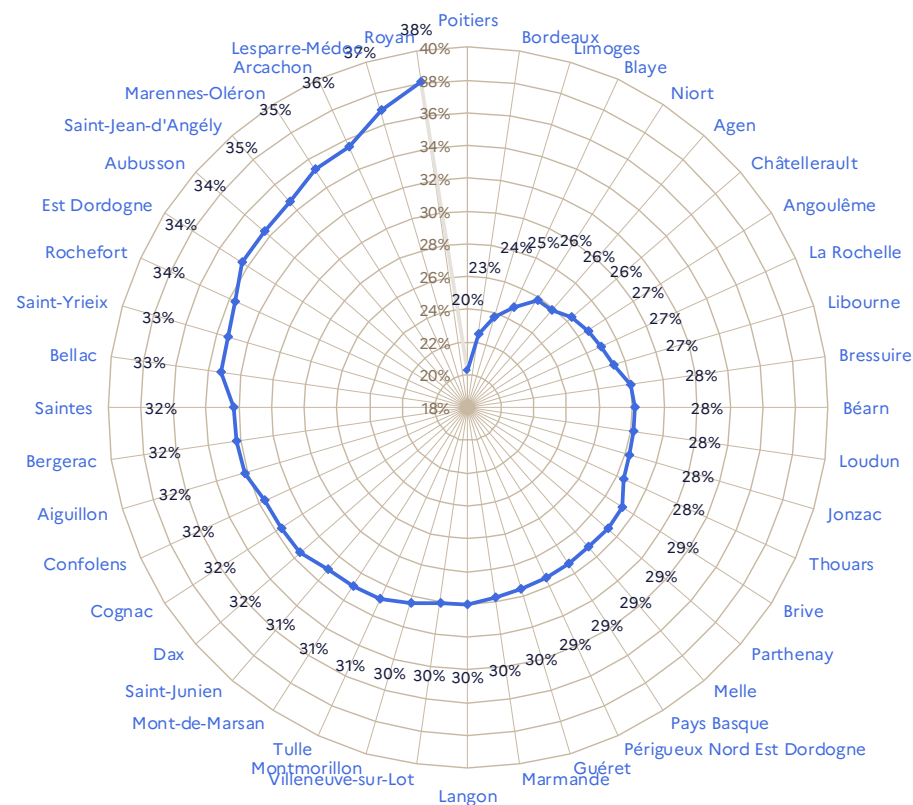
La Demande d'Emploi cat. A

des seniors (50 ans et plus)

64 917 seniors demandeurs d'emploi cat. A en Nouvelle-Aquitaine.



Part des seniors parmi la DEFM A par Bassin



DEFM A seniors

28% **28%**

(4T2024) (2T2026)

part

⚠ Avertissement :

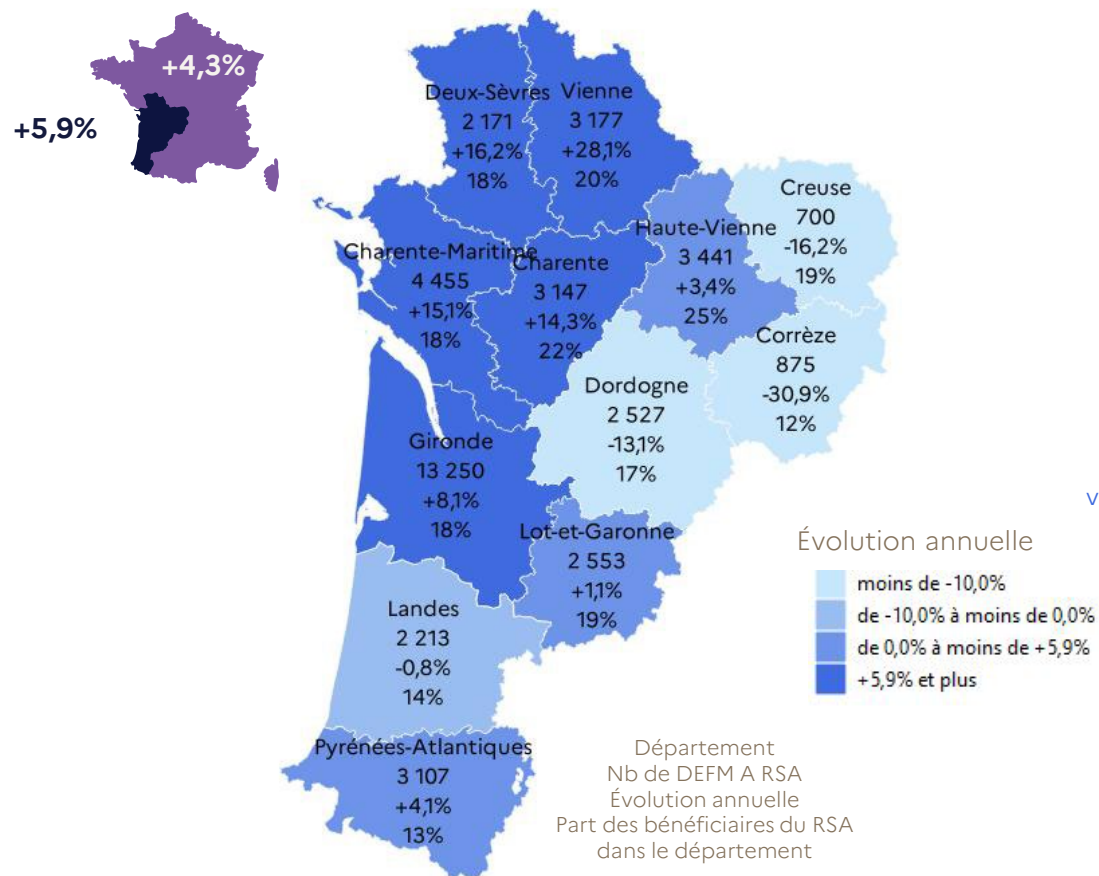
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

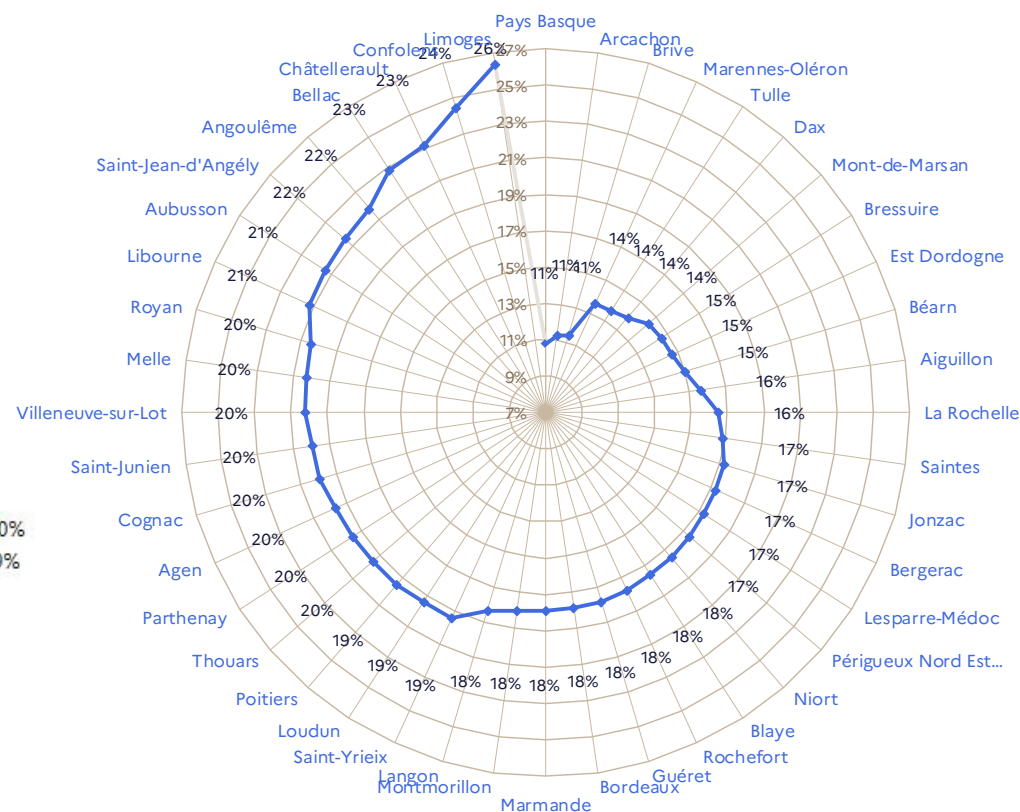
La Demande d'Emploi cat. A

des bénéficiaires du RSA

41 616 Bénéficiaires du RSA demandeurs d'emploi cat. A en Nouvelle-Aquitaine.



Part des bénéficiaires du RSA parmi la DEFM A par Bassin



DEFM A
bénéficiaires
du RSA

17% **18%**

(4T2024) (2T2026)
part

⚠ Avertissement :

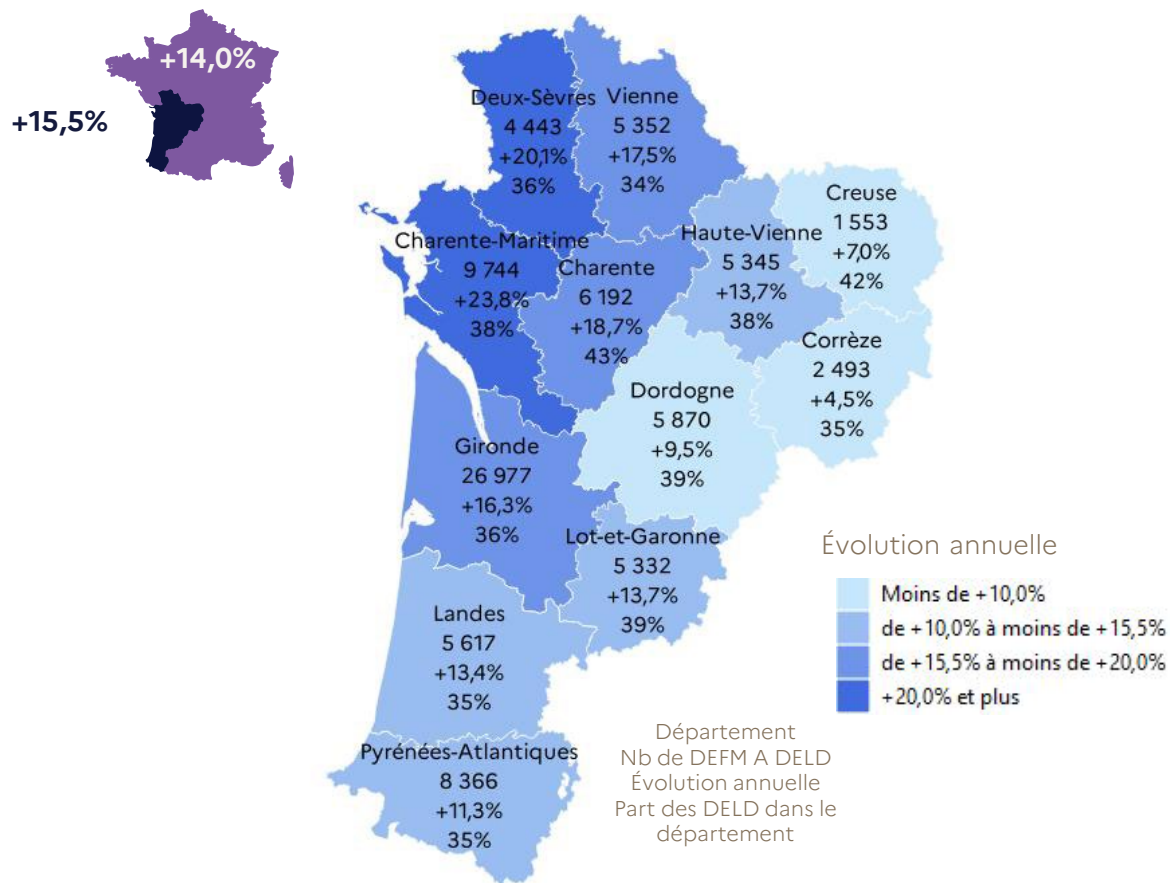
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

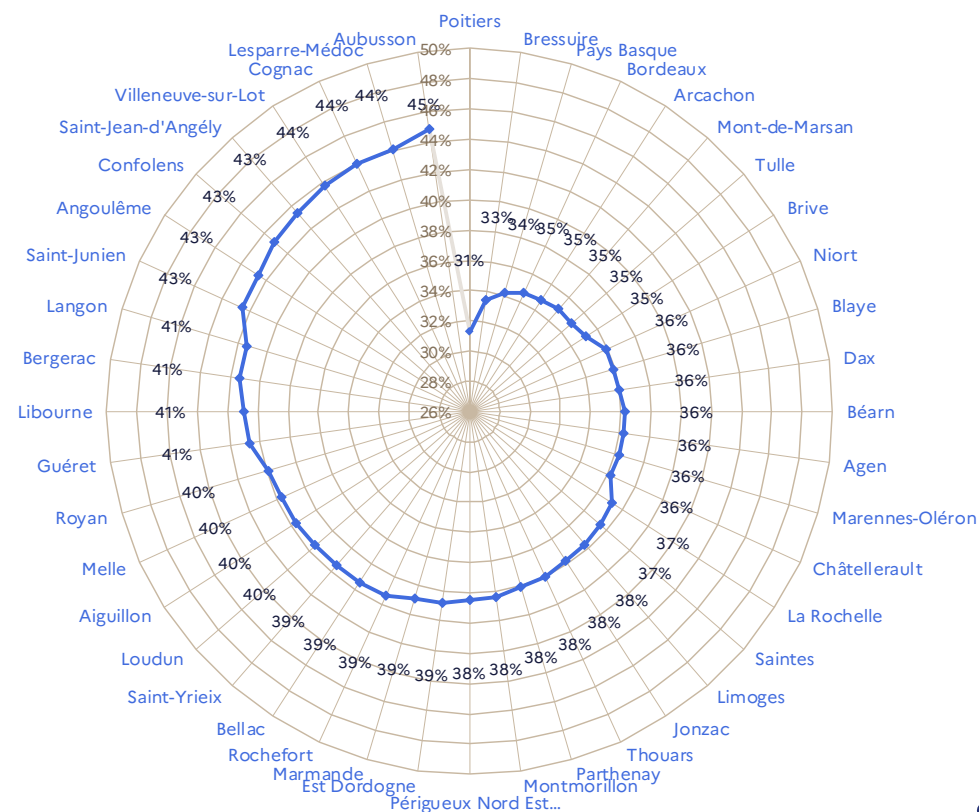
La Demande d'Emploi cat. A

des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (DELD)

87 284 DELD cat. A en Nouvelle-Aquitaine.



Part des DELD parmi la DEFM A par Bassin



DEFM A
DELD

34% 37%

(4T2024) (2T2026)

part

⚠ Avertissement :

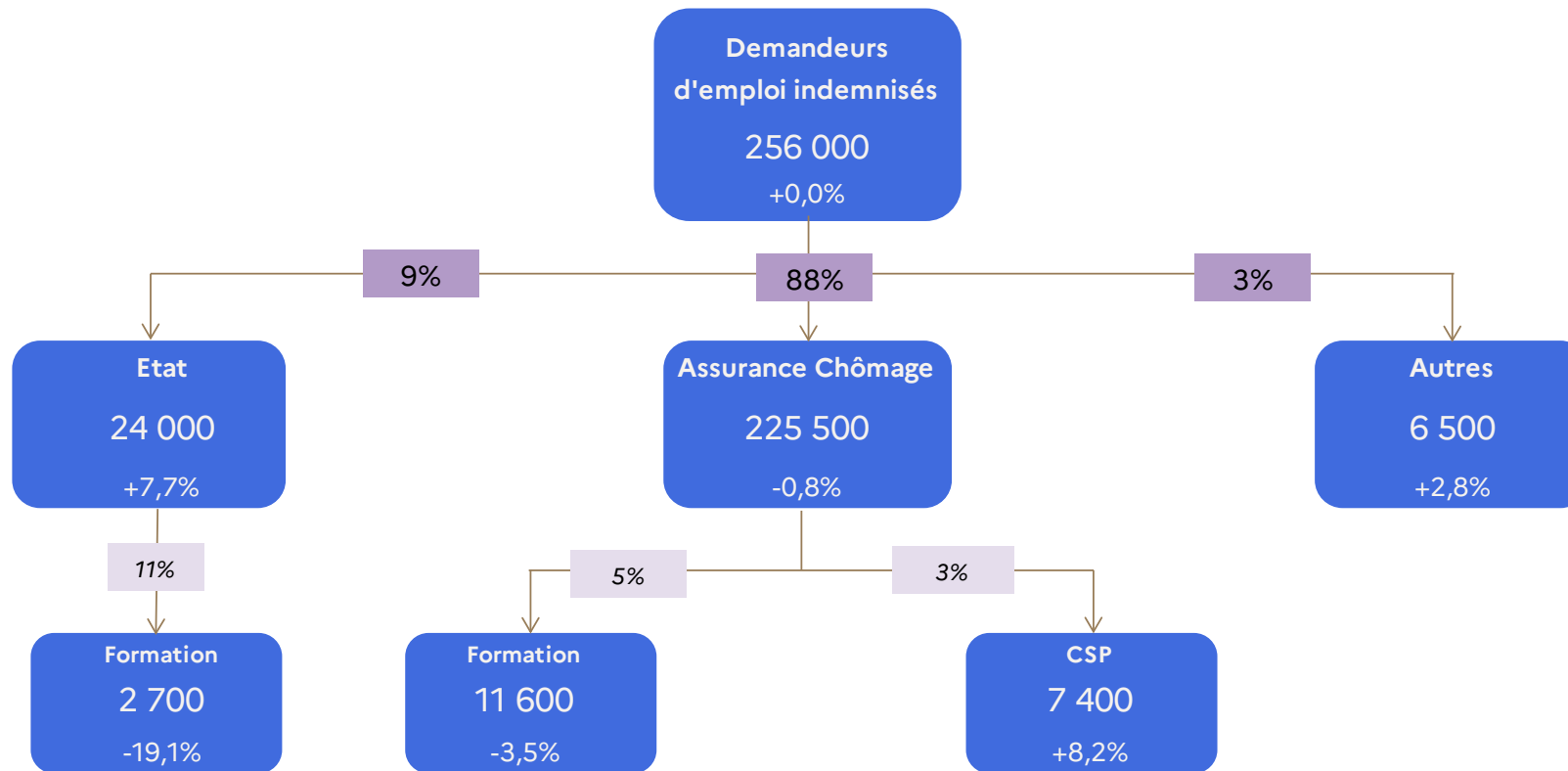
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La demande d'emploi indemnisée

256 000 demandeurs d'emploi sont indemnisés en Nouvelle-Aquitaine à fin mai 2026.

DE indemnisés
+0,0%
(mai 2026)
sur un an



Clé de lecture : En Nouvelle-Aquitaine, parmi les 256 000 demandeurs d'emploi indemnisés à fin mai 2026, 88% d'entre eux sont indemnisés au titre de l'Assurance chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés est stable sur un an.

Volume mensuel
Évolution annuelle
Part dans le niveau supérieur

Les demandeurs d'emploi indemnisés représentent 45,4% de l'ensemble des demandeurs d'emploi cat. ABCDE.

● Avertissement

Les statistiques sur les inscrits à France Travail ont évolué à partir de janvier 2025.

Une note explicative de ces changements est disponible sur l'observatoire de l'emploi Nouvelle-Aquitaine, [disponible ici](#).

La Dares a réalisé une vidéo illustrant la mise en œuvre de la loi Plein emploi et ses impacts sur la demande d'emploi, [disponible ici](#).

Une documentation méthodologique est également disponible sur le site de la Dares. Elle comprend un document présentant les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques sur les inscrits à France Travail, [disponible ici](#).

La nouvelle note concernant les inscrits à France Travail en Nouvelle-Aquitaine au 1^{er} trimestre 2025 est disponible sur l'observatoire de l'emploi Nouvelle-Aquitaine ([disponible ici](#)). Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. La notion d'inscrits à France Travail diffère de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail

05

Sources et définitions



Indicateur synthétique de confiance des ménages (source Insee)

L'indicateur synthétique de confiance des ménages résume leur opinion sur la situation économique : plus sa valeur est élevée, plus le jugement des ménages sur la situation économique est favorable. L'indicateur décrit ici la composante commune de 8 soldes d'opinion : niveau de vie passé et futur en France, situation financière personnelle passée et future, chômage, opportunité de faire des achats importants, capacité d'épargne actuelle et capacité d'épargne future. Environ 2000 ménages sont interrogés par téléphone, au cours des trois premières semaines de chaque mois.

Indicateur synthétique du climat des affaires (source Insee)

Le département de la conjoncture de l'Insee effectue des enquêtes auprès des chefs d'entreprises des principaux secteurs de l'économie. Les indicateurs du climat des affaires, du climat de l'emploi et de retournement visent à résumer l'information fournie par ces enquêtes et à proposer ainsi une synthèse « tous secteurs » des enquêtes. Ces enquêtes sont qualitatives et les questions portent sur l'activité passée et future de l'entreprise.

Emploi salarié total (source Insee)

Le champ des estimations trimestrielles de l'emploi (ETE) comprend l'ensemble de l'emploi salarié c'est-à-dire également les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

Emploi intérimaire (source Dares)

A partir de la Déclaration sociale nominative (DSN), la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent les contrats à durée indéterminée intérimaires (CDII). Les données présentées dans ce document correspondent au nombre d'intérimaires en fin de trimestre, c'est-à-dire le nombre de personnes dont l'emploi principal est un emploi intérimaire. Ces intérimaires sont ventilés par secteur d'activité utilisateur, alors que dans les estimations trimestrielles d'emploi salarié AcoSS-Dares-Insee, ils sont classifiés dans le secteur tertiaire.

Déclarations Préalables A l'Embauche – DPAE (source AcoSS/CCMSA) :

Les données DPAE proviennent de l'AcoSS et ont pour origine l'Urssaf et la MSA. Pour rappel, la DPAE est une formalité obligatoire accomplie par l'employeur dans les 8 jours précédant l'embauche d'un salarié, et ce, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail envisagé. Les DPAE concernant une mission d'intérim sont réalisées par l'établissement de travail temporaire avec le code naf de l'établissement de travail temporaire et pas celui de l'entreprise utilisatrice.

Les données présentées dans ce document sont issues du référentiel entreprises de France Travail, mis à jour quotidiennement à partir de données fournies par l'Urssaf et la MSA.

Bassin d'emploi (territoire France Travail)

Le bassin d'emploi est un découpage géographique correspondant aux zones de compétence d'une ou de plusieurs agence(s) France Travail. Ce zonage est spécifique à France Travail et ne doit pas être confondu avec les Zones d'emploi de l'Insee.

Taux de chômage (source Insee)

Part des chômeurs, exprimée en pourcentage, de la population active (actifs occupés + chômeurs). L'Insee calcule les taux de chômage sur la base du chômage BIT. La notion de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail est une notion différente de celle du chômage au sens du BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à France Travail.



Les catégories d'inscription à France Travail

Les inscrits à France Travail sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du CNIS sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (juin 2008), la DARES et France Travail présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les inscrits à France Travail en fonction des catégories suivantes :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).
- Catégorie F : personnes inscrites en parcours social (catégorie parcours social dans le cadre de la loi pour le plein emploi).
- Catégorie G : personnes inscrites et en attente d'orientation (catégorie d'attente dans le cadre de la loi pour le plein emploi).

Les demandeurs d'emploi indemnisés

En fonction d'un certain nombre de critères (références de travail, âge, motif de fin de contrat de travail, ressources,...) un demandeur d'emploi peut se voir ouvrir un droit en Assurance chômage ou en solidarité-Etat, ou être en formation ou en contrat de sécurisation professionnelle (suite à un licenciement économique).

Le regroupement des allocations présentées dans ce document est le suivant :

- Assurance chômage : Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi (ARE), ARE différé (intermittents du spectacle)
- Formation Assurance chômage : Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi-Formation (AREF), AREF différé
- Contrat de sécurisation professionnelle (CSP) : Allocation de Sécurisation Professionnelle (y compris formation), ASP taux ARE (y compris formation)
- Etat : Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Temporaire d'Attente 2 (ATA, anciens détenus et salariés expatriés), Allocation Equivalent Retraite (AER), Allocation Transitoire de Solidarité (ATS), Allocation du Fonds Spécifique Provisoire (AFSP)
- Formation Etat : Rémunération de Fin de Formation (RFF), Allocation Spécifique de Solidarité-Formation (ASSF)
- Autres : Convention de gestion France Travail (ARE-CG), AREF-CG, Rémunération Formation France Travail (RFPE)

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sont les demandeurs d'emploi qui sont inscrits à France Travail depuis au moins un an.

Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi (DE BOE) regroupent les personnes inscrites à France Travail, reconnues comme travailleur handicapé (TH) ou bénéficiant de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou d'une pension d'invalidité ou encore les orphelins, veuves ou pensionnés de guerre.

● En savoir plus

Retrouvez toutes nos
études et analyses



France Travail Nouvelle-Aquitaine
vous éclaire sur les tendances du
marché du travail de votre
territoire



www.observatoire-emploi-nouvelle-aquitaine.fr